

EQUATEUR : MASSACRES DANS UN CLIMAT DE CRISE

LIRE NOTRE ENQUÊTE EN P.12

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 25 OCTOBRE 1977 - N° 541

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

CRUAS

5 000 manifestants contre la centrale

A Cruas, la riposte au coup de force d'EDF a été massive. Malgré une forte pluie persistante, environ 5 000 personnes ont défilé derrière une banderole : « Arrêt immédiat des travaux ». Sans attendre la déclaration d'utilité publique ni l'accomplissement des procédures légales, EDF a en effet commencé les travaux sur le site retenu pour la construction d'une centrale nucléaire à Cruas. Des CRS ont été envoyés par le préfet pour protéger ces travaux illégaux.

Dimanche, la population en masse a participé à la manifestation, y compris des militants de base du PCF, malgré l'opposition du PCF à la manifestation. Robert Chapuis, secrétaire national du PS, délégué à l'industrie et à la recherche de ce parti est venu parader à la manifestation. Des manifestants l'ont qualifié de « récupérateur ». Il y a peu, Chapuis s'opposait à toute idée de moratoire nucléaire. La présence de Chapuis n'est pas fortuite : il est candidat aux élections dans cette circonscription.

LIRE EN P.4

Europe

Le quadrillage policiers s'étend



- Affaire Croissant : manifestations interdites
- Schmidt exporte ses policiers
- Ingrid Möller accuse

LIRE EN P.7

Lundi après-midi Croissant devait repasser devant la Chambre d'accusation. Cette fois-ci elle devait statuer sur le fond, sur la demande d'extradition formulée par le gouvernement allemand. Il faut s'attendre à ce que le tribunal accepte sur la demande des avocats de refuser de statuer le jour même : une attitude contraire susciterait un doute trop grand sur son indépendance.

En Alsace le climat de délation continue, entretenu par la police. Le garagiste qui prétendait avoir servi de l'essence à la fameuse « Audi verte » a disparu de façon inexplicable. La police fouille les moindres recoins y compris les fortins de la ligne Maginot ; sans succès.

En Allemagne, la levée de l'isolement absolu pour les prisonniers politiques a permis à Ingrid Möller de s'entretenir avec son avocat. Elle a affirmé qu'elle et ses camarades ne s'étaient pas suicidés. La chasse aux suspects se poursuit dans tout le pays ; la psychose entretenue par le gouvernement socialiste allemand déclenche des milliers de coups de téléphone adressés à la police. Mardi, Schleyer doit être enterré sous la protection de la milice GSG9. Malgré l'immense déploiement policier, aucun des suspects n'a pu être arrêté à ce jour.

Schmidt est parvenu à convaincre les gouvernements de plusieurs pays de laisser opérer ses « héros », les membres du GSG9, dans leurs aéroports internationaux pour « renforcer la sécurité ».

Il est temps que s'élèvent de toute part des protestations contre le climat répressif à l'échelle européenne ; l'interdiction de la manifestation, comme étant de nature à troubler l'ordre public, qui était prévue lundi soir à Paris pour protester contre la menace d'extradition de Croissant est en effet inadmissible.

Espagne

Carrillo signe mardi le « programme commun » de Suarez

C'est mardi que Carrillo doit signer officiellement le programme économique de Suarez après un accord définitif conclu vendredi dernier. Ce programme vise à faire accepter des mesures d'austérité aux travailleurs : blocage des salaires pendant un an sous prétexte de « lutte contre l'inflation ». Ce programme comprend aussi diverses mesures de restructuration de l'économie (réforme fiscale, etc.) destinées à régler certaines contradictions de la classe dirigeante espagnole et à lui donner les

moyens d'affronter la crise. *L'Humanité* qui critique sans arrêt la politique de gestion du capitalisme des socio-démocrates en Europe explique la politique du PCE comme un juste compromis, « le choix actuel de l'Espagne étant entre la dictature et la démocratie ».

D'autre part, pour son retour en Catalogne après 38 ans d'exil, le président Tarradellas a été accueilli par un million de manifestants qui exigeaient un véritable statut d'autonomie.

Blaupunkt Caron-Ozanne



1 200 PERSONNES AU MEETING DE SOLIDARITÉ

Grand succès du meeting organisé vendredi à Caen par l'UIS-CFDT, en soutien aux 14 travailleurs inculpés de Caron-Ozanne et Blaupunkt : 1200 personnes avaient répondu à l'appel. La mobilisation doit se prolonger avec une manifestation le 27 octobre, date du procès des 4 de Blaupunkt et une présence militante toute la journée au Palais de justice.

LIRE EN P.3

Centrale de Richemont : 11 ouvriers licenciés

La centrale thermique de Richemont qui fonctionne avec des gaz de récupération de hauts-fourneaux est menacée de fermeture ; 11 ouvriers sont déjà licenciés, la lutte s'organise contre les licenciements, pour le développement de la centrale, pour l'arrêt des travaux sur la centrale nucléaire de Catenom prévue en remplacement.

LIRE EN P.4

Europe : Barre et Mauroy d'accord

La « Convention pour l'Europe » a réuni samedi et dimanche des personnalités aussi « diverses » que Barre, Chénouard, Chotard, du CNPF et Pierre Mauroy, du PS. Tous ont souhaité une intégration européenne plus accentuée, et finalement que les pouvoirs du nouveau parlement européen, qui sera élu au suffrage universel, soient accentués. Cette réunion sur l'Europe prend un sens particulier au moment où l'Europe policière se construit à grand coup de répression, au moment où l'Allemagne de Schmidt réclame l'extradition de Klaus Croissant.

LIRE EN P.6

Pré-en-Pail : émetteur-télé plastique

Samedi à 22 heures, une charge de plastic a explosé à l'intérieur des installations de l'émetteur de télévision de Pré-en-Pail (Mayenne). L'émetteur est totalement détruit, sa remise en état prendra plus d'un an. L'attentat a été revendiqué par l'organisation « Résistance nationaliste bretonne ».

LIRE EN P.4

CET : La crainte du chômage

Reportage de Claude ANCHER

Une vieille usine à savon encadrant une cour sale et triste : c'est dans ces bâtiments sinistres qu'est installé le CET industriel de La Courneuve. Une solution d'économie, bien sûr. Et puis, comment trouver mieux qu'une usine désaffectée pour préparer déjà les élèves au décor qui les attend à la sortie du collège ?

Dans ce CET d'une taille légèrement supérieure à la moyenne, ils sont 450 élèves à préparer différents CAP et BEP industriels, notamment en mécanique. Vous y avons rencontré un professeur d'enseignement général.

En feuilletant les fiches remplies par les élèves, une constatation s'impose : dans leur écrasante majorité, les élèves sont d'origine ouvrière. « Surtout dans les classes de CAP en trois ans, mis à part quelques contremaîtres ou chefs d'équipe, les parents sont manœuvres, O.S., femmes de ménage. En BEP ou CAP de dessinateur (CAP en deux ans, équivalent au BEP), l'origine sociale est légèrement différente. On trouve davantage de fils d'employés, d'ouvriers professionnels, d'artisans. La mère est souvent employée, ou encore infirmière.

Différente aussi la trajectoire scolaire. Les élèves de CAP sont sortis à 14, 15 ans de 5ème de transition, 4ème pratique ou CPPN (classe pré-professionnelle de niveau). Ceux de BEP ou CAP dessinateur viennent en 3ème, très souvent avec le BEPC. »

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL : HORAIRES RÉDUITS

Exclus tôt du CES, les élèves de CAP trouvent au CET des horaires très réduits dans les matières ou précisément, ils rencontraient les plus grandes difficultés au CES. Ainsi, en première année, 3 heures de Français et une d'Histoire-géographie, en deuxième année, la répartition est respectivement 2 heures et demie, 1 heure et demie et, en fin de 3ème année 2 heures et 1 heure avec en plus 1 heure de législation. En général, les élèves ne se plaignent guère de ces horaires réduits dans des matières qui symbolisent à leurs yeux leur échec scolaire au CES. Mais on ne peut oublier que la bourgeoisie a tout intérêt à éviter que les futurs ouvriers trouvent au CET le moyen d'améliorer leur capacité d'expression. Est-ce par hasard, si les horaires d'enseignement général ont subi une réduction ces dernières années ?

PAR CRAINTE DU CHÔMAGE, MOINS DE DÉPARTS EN COURS DE CAP

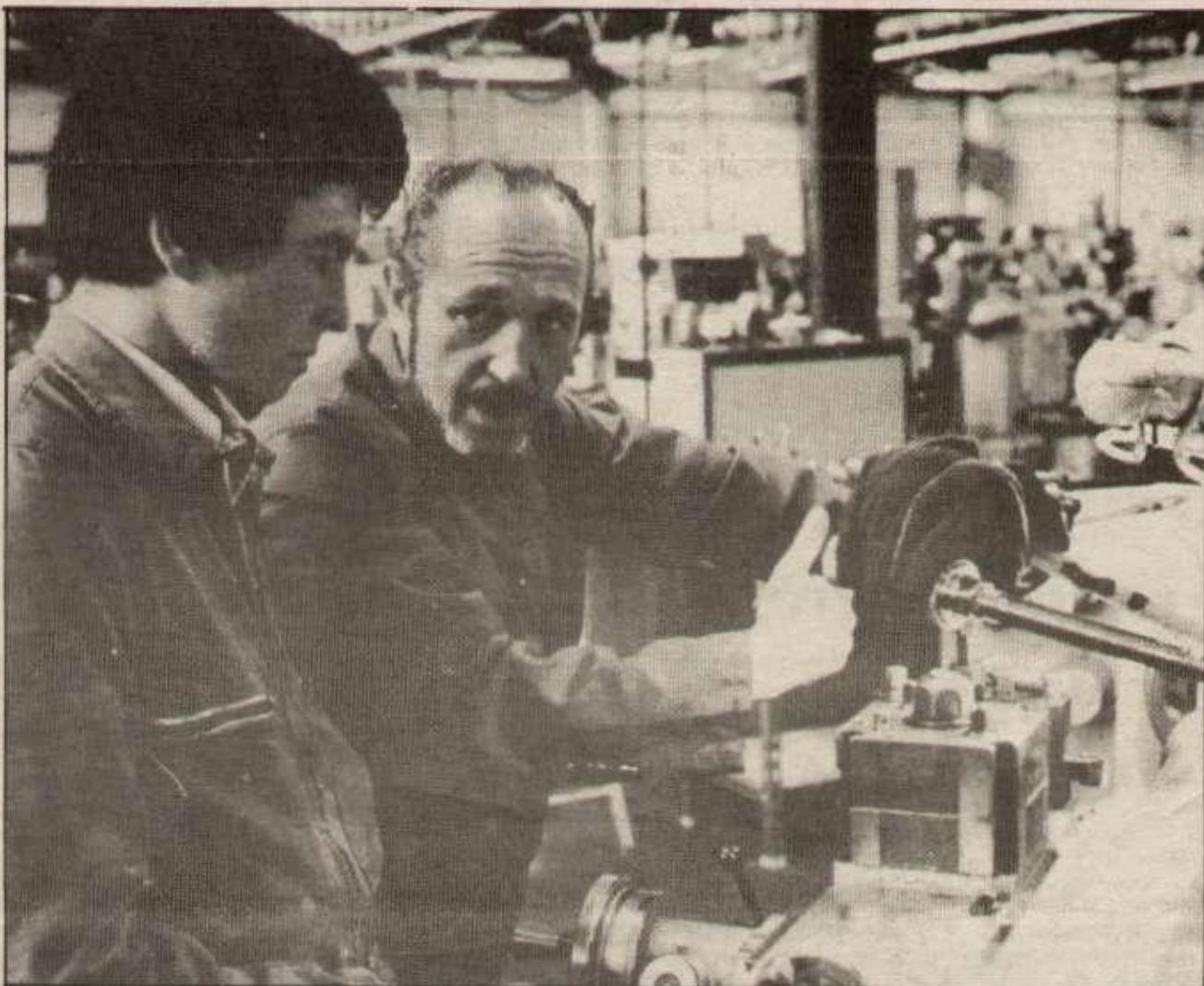
Les effectifs chargés sont une source de difficultés supplémentaires :

« En première année, les classes de 34-35 élèves sont monnaie courante. Ils baissent ensuite par le jeu des départs à l'issue de la scolarité obligatoire pour atteindre 20 à 25 élèves en troisième année. Les effectifs en effet ne varient qu'en fonction du recrutement initial : il n'y a pratiquement pas de recrutement extérieur après la première année. Cependant, la baisse des effectifs en cours de CAP tend à être moins marquée ces dernières années. Jusqu'ici, certains élèves partaient à 16 ans parce que leur père leur trouvait un travail dans son entreprise. Avec l'augmentation du chômage, cette solution devient de moins en moins possible. Il vaut mieux alors continuer jusqu'au CAP, dont on pense qu'il peut constituer une garantie contre le chômage. »

« LE MÉTIER IDÉAL »

Les élèves de CET forment une sorte de hiérarchie des métiers qui peut paraître contradictoire avec le rejet souvent affirmé des disciplines dites intellectuelles. Les métiers les mieux considérés sont ceux où la part du travail intellectuel, par exemple des notions mathématiques, est la plus grande. Ainsi les électromécaniciens ont tendance à regarder d'assez haut les métalliers parce qu'ils ne font que taper à longueur de journée sur de la ferraille. Cette façon de voir est assez étroitement liée à la façon dont l'école elle-même opère le « tri » des élèves entre les différentes sections, puisque cette répartition se fait au fond sur les critères scolaires habituels : dictée, rédaction, mathématiques. Cette distinction entre les métiers ne se calque pas forcément sur les salaires qu'ils pourront offrir. Ainsi, les métalliers auront un meilleur salaire que bien des métiers réputés plus « nobles ».

Néanmoins, il faut observer que d'autres considérations jouent de plus en plus dans le prix que les élèves accordent à tel ou tel métier. Le « métier idéal », c'est de plus en plus souvent « celui qui paie bien » et surtout celui pour lequel les risques de chômage semblent les moins importants.



L'espoir de ne pas être O.S.

Non loin du CET de la rue du Docteur Potain où nous avons rencontré Jacques (QdP n° 538) se dresse un CET tout neuf. Cette fois, pas de barreaux aux fenêtres. Des façades claires, de grandes vitres qui éclairent les ateliers. Là ont été transférés certaines sections du CET Saint-Hippolyte, « C'est quand même mieux qu'à Saint-Hippolyte » affirment Eric et Thierry, élèves de 2ème année en CAP Telecom. « Là-bas, c'était vraiment vieux et sale... et dangereux : tout était en bois. On pouvait salir les ateliers, ça ne se voyait pas ! Ici c'est différent : c'est neuf et propre, alors on nous oblige à faire constamment attention à ne pas salir. »

accepté, mais le lycée se trouvait à Saint-Germain en Laye, et ma mère a trouvé que c'était vraiment trop loin. Elle a essayé de m'inscrire dans un autre lycée agricole plus près de chez nous. Mon dossier a été refusé... Et puis dans l'autre lycée, c'était trop tard pour s'inscrire. » Après ces tentatives infructueuses, il a fallu se rabattre sur la première occasion

qui s'est présentée. C'est ainsi qu'Eric a « choisi » les Télécom à Saint-Hippolyte.

Moins sinueux a été le chemin suivi par Thierry, mais guère moins hasardeux : c'est en voyant des ouvriers poser le téléphone chez lui qu'il a eu l'idée de faire le même métier...

Tous deux en tout cas déclarent ne pas regretter de suivre la formation

Télécom. Mais ils savent que le CAP ne leur permettra pas de toucher un salaire très intéressant ni de monter quelques échelons. De plus, avec l'introduction de l'électronique, ils craignent de « ne plus être au niveau » dans quelques années. Un licenciement signifierait alors la quasi-certitude de ne pas retrouver du travail dans la même spécialité. Alors, chacun fait des projets d'après ses résultats actuels : Thierry pense suivre des cours du soir tout en travaillant après le CAP. Eric espère passer en BEP 2^e année dans son CET ou, à défaut, dans un autre établissement. Ces espoirs sont, il faut le noter, assez largement partagés par les élèves du CET et près de 50 % comptent se perfectionner en suivant des cours du soir. Au total, près du quart des élèves veulent essayer de devenir technicien ou encore professeur d'atelier. Bien que souvent démentis par la réalité du chômage et de la déqualification, ces projets se comprennent assez bien : pour la majorité des élèves de CET, l'apprentissage en école n'est-il pas le seul moyen d'échapper au travail d'O.S. que pourront difficilement éviter ceux qui sont jetés sur le marché du travail sans la moindre formation professionnelle ?

Les murs des CET réservent des surprises...

La rentrée du C.E.T. est assez laborieuse, selon Eric et Thierry. Les horaires n'arrêtent pas d'être bouleversés, et chaque fois, les élèves ne sont pas sûrs de l'emploi du temps qui sera le leur. Il semble que ces modifications incessantes soient liées à la situation de plusieurs professeurs d'ateliers qui doivent assurer des heures dans un autre C.E.T..

Mais la surprise la plus désagréable vient des murs de l'atelier où les élèves apprennent à poser des installations téléphoniques. Chaque élève dispose de plusieurs pans de murs pourvus de portes. Si, extérieurement, le dispositif des murs est identique à chaque élève, l'expérience révèle une différence d'importance. Certains murs, en effet, sont en béton et la couche de plâtre qui les recouvre, ne dépasse pas un centimètre. D'autres murs au contraire sont en brique et recouverts de trois ou quatre centimètres de plâtre. Résultat : pour faire le même travail, certains élèves mettent trois fois plus de temps que leurs camarades. Cette situation qui tend à créer des divisions entre les élèves a provoqué de nombreuses protestations. L'administration a dû promettre d'opérer des améliorations mais pour le moment, là où les uns n'ont qu'à enfoncer un clou, les autres continuent à percer des trous et à fabriquer des chevilles...

Caron-Ozanne - Blaupunkt

1 200 PERSONNES AU MEETING DE SOLIDARITÉ DE LA CFDT

Dans son intervention introductive, le représentant de l'UIS regrettait que l'UD-CFDT n'ait pas cru bon de s'associer à cette initiative à la veille du passage devant les tribunaux des travailleurs poursuivis, d'autant que parmi eux se trouvent des militants CGT.

À la tribune, un travailleur de Caron et une militante CFDT de Blaupunkt intervenaient ensuite, dénonçant l'acharnement des patrons contre eux et le caractère scandaleux des chefs d'accusation qui sont retenus à leur encontre. Ainsi par exemple, c'est pour «vol et abus de confiance» que les dix de Caron-Ozanne sont traînés devant les tribunaux.

Un représentant du syndicat de la magistrature, rappelant les poursuites contre des magistrats progressistes (Dujardin, Charette, Ceccaldi, Joly), stigmatisait la justice de classe et surtout démontrait le processus de progression de l'arsenal juridique de répression contre les travailleurs depuis plusieurs années.

Au nom de l'UR-CFDT, Guy Robert, le secrétaire général, commençait son intervention par un large tour d'horizon de la situation faite aux travailleurs en Basse-Normandie et notamment de l'aggravation catastrophique du chômage. Et puis soudain, au milieu de son intervention, Guy Robert annonce la constitution par l'UR d'un dossier très important. Il s'agit d'un ensemble de preuves établissant formellement la complicité existant entre l'inspecteur du travail et le patronat bas-

● L'U.I.S. CFDT de Caen organisait vendredi soir un meeting au hall Sorel. Ce rassemblement, placé sous le signe de la lutte contre la répression et pour la solidarité avec les travailleurs inculpés de Caron-Ozanne et Blaupunkt, réunissait au bas mot 1 200 personnes, ce qui est un succès incontestable. Dans une franche ambiance militante, les orateurs se sont succédés jusqu'à minuit pour dénoncer la répression sous toutes ses formes, sans que l'attention de la salle ne se relâche.

normand dans une série d'affaires visant à la répression contre les militants syndicaux en particulier. Ainsi, l'U.R. affirme avoir en sa possession des documents prouvant que Derouche (l'inspecteur du travail), d'une part se faisait payer en nature pour «services rendus» à des patrons, et d'autre part avait aidé la direction de Blaupunkt à établir de faux documents lui permettant de se débarrasser de syndicalistes et de se soustraire à la justice. Ces révélations

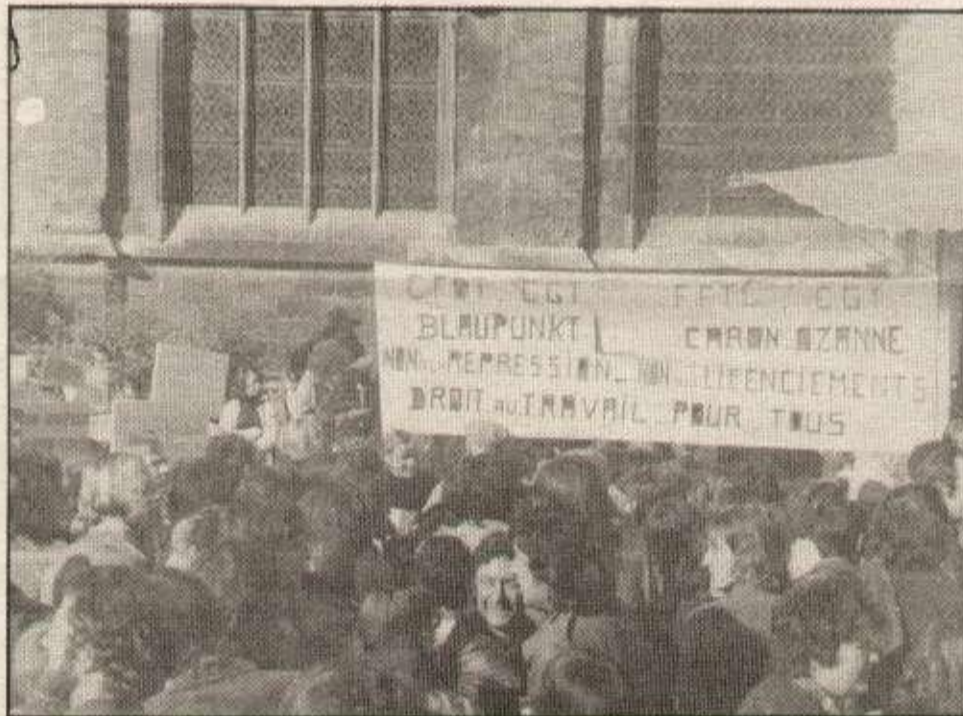
ont fait l'effet d'une petite bombe. C'est vrai que ce n'est pas tous les jours que l'on parvient à établir de manière aussi nette les complicités dont s'assurent les patrons pour mener leur politique répressive.

La répression, les Lip connaissent ! Charles Piaget rappelait qu'aux dires même des flics de Besançon, 97 interventions policières ont eu lieu contre les Lip. Peine perdue, les Lip sont toujours là : 550 encore en lutte et 400 régulièrement aux assem-

blées générales. «Pour s'opposer à la répression, disait Piaget, il n'y a pas de recette toute faite. Seule l'action collective de masse est en mesure de faire reculer les patrons». Les Lip en sont la preuve vivante.

Les éléments rassemblés par l'U.I.-CFDT pèseront d'un certain poids dans la bataille juridique en cours. Cela dit, la lutte, pour être efficace, doit se mener sur tous les fronts. C'est ce que rappelaient en conclusion du meeting les cégétistes bas-normands en appelant pour le 27 octobre (jour du procès Blaupunkt) à une mobilisation militante au Palais de justice toute la journée et à une manifestation (qu'ils espèrent unitaire) le même jour à 17 h 30.

Gérard PRIVAT



Saviem Blainville

LA DIRECTION VEUT SE DÉBARRASSER DE LA CANTINE

Il est à peu près certain que la direction de la Saviem Blainville veut se débarrasser de la cantine, et la repasser à un traître genre Borel ou autre. Dans ce but, elle essaie de susciter des incidents. En effet, les employés de la cantine sont en lutte en ce moment contre une brimade imposée à un responsable de salle. Ils ont récemment lutté pour la réintégration d'un cuisinier licencié abusivement. A chaque lutte née de son intransigeance, la direction espère que les ouvriers qui viennent manger à la cantine se désolidarisent des employés en lutte quand, par exemple, ils n'assurent pas un service. Au contraire, l'accent est mis aujourd'hui sur des revendications unifiantes : l'hygiène à la cantine, les conditions de travail du personnel cantine...

ENCORE UN ACCIDENT GRAVE EN GAMME HAUTE

Le 20 octobre, un accident grave frappait un travailleur de la haute gamme. Des embouteillages se produisant sur la chaîne de retour des chariots, parce qu'elle ne comporte qu'une cellule au lieu des deux qu'il faudrait, un ouvrier a essayé de débloquer le circuit. Il a alors reçu un chariot sur le corps et a été entraîné dans la fosse. Le travailleur a trois côtes cassées, ainsi que le bras et la clavicule. Il a pourtant dû attendre 10 minutes : il n'y avait pas de brancardier.

Sécurité sociale : La direction préfère 2 mois de retard dans les dossiers

Persistant à refuser toute négociation sérieuse, la direction de la Caisse Primaire Centrale de la Région Parisienne et les différentes autres autorités de la Sécurité Sociale viennent de prendre une nouvelle décision pour tenter de faire pourrir la grève des informaticiens, qui dure maintenant depuis plus de 3 semaines. La direction a décidé de faire exploiter les 2 millions de dossiers maladie en souffrance par le personnel des autres centres locaux. Elle n'aurait donc pas besoin des services des informaticiens ! Le résultat, c'est que le retard accumulé sera ainsi épongé en deux mois, alors que si la direction acceptait les revendications des grévistes, les malades verraient leurs dossiers réglés en quelques jours seulement. L'objectif est donc de rendre la grève la plus impopulaire possible, et

donc de décourager les informaticiens.

Les employés en lutte réaffirment que la responsabilité de la situation revient à 100 % à la direction, qui refuse absolument de négocier. Aux 3 services concernés, exploitation informatique, reclassements professionnels, tiers payant, ils exigent des négociations sur les conditions de travail et la classification.

LA POLICE EXPULSE ALMECA (La Courneuve)

Le 20 octobre, un peu avant 6 heures du matin, les forces de police expulsaient les travailleurs d'Almecca qui occupent depuis 16 mois leur entreprise et refusent leur licenciement. A la Courneuve, nombreuses sont les entreprises qui ferment, comme Almecca et Mécano, du groupe Marine de Wendel. Les ouvriers refusent que La Courneuve devienne un «désert économique».

Chantiers navals de la Ciotat : un délégué licencié pour avoir dénoncé l'exploitation quotidienne !

Un délégué syndical CFDT des chantiers navals de la Ciotat mis à pied dernièrement, pour une période de huit jours, vient de voir cette sanction transformée en demande de licenciement définitif auprès de l'inspection du travail, par la direction. Le motif de cette mesure répressive : avoir tout simplement dénoncé divers aspects de l'exploitation subie sur les chantiers par ses camarades !

Et ces aspects sont nombreux : ainsi le fait que les primes versées par la direction des chantiers soient calculées sur sept heures et demie au lieu de huit heures, ce qui entraîne des pertes de salaire de 3 700 francs par travailleur, annuellement !

—Il y a aussi la pratique qui n'est pas nouvelle, de la direction des chantiers navals, qui consiste à se payer les services d'une officine privée de contrôle médical dont le rôle consiste à faire sauter systématiquement les indemnités maladie touchées par les ouvriers lors de leurs arrêts de travail.

Le dernier «reproche» fait au militant syndical licencié et peut-être le plus important, est de faire connaître largement les menaces de restructuration que le patron des chantiers voudrait garder secrètes. Déjà, l'embauche est complètement arrêtée et 150 licenciements ont déjà eu lieu, depuis le début des congés. Voilà une remise en cause du droit syndical qu'il s'agit de combattre fermement ; les travailleurs s'y emploient : des débrayages ont déjà commencé.

Imprimerie Lang (Aulnay-sous-Bois) : «nous voulons 3 francs d'augmentation horaire»

Les 300 travailleurs et travailleuses du secteur «brochure» de l'imprimerie Lang, secteur déménagé à Aulnay-sous-Bois (région parisienne) au début de cette année, ont cessé tout travail. Ils exigent une augmentation horaire de leur salaire de 3 francs en différents paliers (le salaire des travailleurs équivaut actuellement au SMIC). Cette lutte intervient alors que l'entreprise Lang (650 travailleurs à Paris) en pleine restructuration a été mise sous administration provisoire par le tribunal de Commerce de Paris.

Renault-Billancourt : Ben Lahoucine réintégré !

Il y a quelque temps, Ben Lahoucine, travailleur de Renault-Billancourt, était licencié par la direction pour «raison de santé». En clair, possesseur d'un certificat médical l'y donnant droit, Ben Lahoucine, ne devait plus travailler sur une chaîne. La direction de la Régie refusait de tenir compte de ce certificat. Les travailleurs du département 74, auquel appartenait cet ouvrier, avaient récemment lors de leur lutte, réclamé sa réintégration. Ben Lahoucine vient d'être réintégré.

Fonderies du Châtelet : (Ille-et-Vilaine) : grève pour les salaires

Depuis le 11 octobre, l'ensemble des travailleurs des fonderies du Châtelet, en Ille-et-Vilaine sont en grève totale pour exiger une augmentation de leur salaire. En fin de semaine, devant l'intransigeance du patron, ils ont retenu ce dernier dans les locaux. La lutte continue, le patron ne voulant toujours pas entamer de négociations.

Centrale thermique de Richemont :
11 ouvriers licenciés

UN PAS VERS LA FERMETURE

Gérée par les patrons de la sidérurgie (Sacilor, Usinor, Hersu, SAFE), la centrale thermique de Richemont a pour but de brûler le gaz des hauts-fourneaux afin de le transformer en courant électrique destiné aux usines sidérurgiques des vallées de l'Orne, de la Fensh et de la Moselle. Le gaz brûlé est équivalent à 600 000 tonnes de fuel par an. De plus, la centrale de Richemont brûle du charbon lorrain, environ 400 000 tonnes. Le gouvernement vient de débloquer des crédits pour moderniser la centrale de Carling mais les refuse pour la centrale de Richemont. Pour la section CFDT, qui titrait un de ses tracts : «*Nous ne voulons pas mourir*», c'est clair : les patrons de la sidérurgie veulent liquider la centrale de Richemont. C'est la suite logique de la volonté de démanteler d'ici quatre ou cinq ans une bonne partie des installations sidérurgiques de la région. D'autre part, la fermeture de

Richemont est liée directement à la construction près de Thionville, de la centrale nucléaire de Cattemom. La section CFDT, consciente des menaces qui pèsent sur les 500 travailleurs de la centrale de Richemont, plus ceux des entreprises extérieures a décidé de mobiliser le personnel, de s'adresser à la population locale par des distributions de tracts et de faire une manifestation devant les locaux du «*Républicain Lorrain*» à Hagondange, afin qu'il cesse de faire le silence sur ce problème. La semaine dernière, les craintes des travailleurs sur l'avenir de la centrale, étaient confirmées par l'annonce du renvoi de onze ouvriers d'entreprises extérieures. Officiellement, ils ne sont pas licenciés mais mis en «*attente*» de chantiers. Or, dans la situation actuelle où les chantiers ne courent pas les rues, cela équivaut pour eux à un licenciement. Des ouvriers qui, pour certains, travaillent à la centrale depuis

des années, disent : «*A Sacilor, à Usinor, ils avaient commencé par renvoyer les ouvriers des entreprises extérieures et puis après, ça a été le tour des sidérurgistes eux-mêmes. C'est maintenant ou jamais qu'il faut réagir*». La section CFDT a décidé d'aller demander des comptes à la direction. Mais elle ne se fait guère d'illusion de parvenir à la suppression des onze premiers licenciements par une simple entrevue. C'est pourquoi elle entend appeler les travailleurs à la lutte, en sachant qu'elle ne peut toutefois se limiter à la seule centrale.

Un tract de la CFDT affirme : «*Les salariés de Richemont invitent les travailleurs de Lorraine à tirer les conséquences de cette situation, ainsi qu'à s'unir pour que tous ensemble nous luttons pour vivre et*

centrale nucléaire de Cattemom. Oui à la centrale de Richemont.»

Corr. Richemont

Dans les entreprises extérieures...

Les ouvriers des entreprises extérieures sont ceux qu'on jette les premiers sur les pavés ; pendant des années ils ont été surexploités. Ainsi l'an dernier au mois de juin, ce sont deux ouvriers de l'entreprise Technilor qui laissent leur vie dans la centrale à cause d'une explosion dans une cuve qu'ils étaient en train de repeindre ; les conditions de travail (chaleur, pas d'aération...) en étaient la cause. Notre parti mettait alors en lumière la responsabilité de la centrale et de Technilor, dans l'accident, et, demandait l'inculpation des responsables.

La CFDT portait plainte ; bien sûr comme on pouvait s'y attendre la plainte était conclue par un non-lieu.

Dans une autre entreprise qui loue des ouvriers à la centrale, la COMO, les travailleurs qui ont des salaires extrêmement bas ont constitué une section syndicale CGT, mais jusqu'à ce jour les élections professionnelles n'ont pas pu avoir lieu, le patron les ayant sabotées, ayant bafoué la loi ; ce n'est pas pour autant qu'il a été inquiété par la justice.

Foyers Sonacotra (Strasbourg) : journée «portes ouvertes» ce week-end

85 foyers Sonacotra en grève actuellement : parmi ceux-ci, quatre à Strasbourg, depuis le mois de juillet 1977. Leurs revendications sont bien entendues les mêmes : reconnaissance du Comité de Coordination, refus de négocier foyer par foyer, baisse de 100 francs et blocage du loyer mensuel, abrogation du règlement intérieur du foyer, départ des gérants racistes. Ce week-end, les travailleurs d'un des quatre foyers organisaient une journée «*portes ouvertes*». Les travailleurs de la région ont pu visiter les chambres du foyer et se rendre compte des conditions de logement, assister à la projection de plusieurs films tel «*Le sel de la terre*», ainsi qu'à des montages diapos en français et en turc. Participaient à cette journée «*portes ouvertes*» différents groupes de théâtre et musicaux comme «*El Assifa*», le groupe «*Octobre*», etc.

Hérouville Saint-Clair : la police contre les élèves éducateurs

Depuis plus de trois semaines, les élèves éducateurs d'Hérouville Saint-Clair sont en grève : trois bourses ont été refusées, les autres sont dérisoires : de 125 francs à 500 par mois. Soutenus par les professionnels du secteur, ils ont occupé la Direction régionale de l'Action Sanitaire et Sociale. Ils exigeaient les bourses pour tous (500 F), le paiement des heures de grève, l'ouverture de négociations pour les 1 500 francs sans contrat. La directrice a refusé toutes les revendications, et a appelé la police. Après l'expulsion, on relevait plusieurs blessés dont certains assez sérieusement, avec arrêt de travail et hospitalisation. Le lendemain avait lieu une manifestation de protestation contre la répression et pour l'ouverture de négociations. Décidément, après l'intervention policière contre les chauffeurs des CTC, la répression à Blaupunkt et à Caron-Ozanne, la liste est longue, pour la seule ville de Caen.

BRETAGNE ET NORMANDIE PRIVÉES DE TÉLÉVISION APRES L'ATTENTAT CONTRE L'ÉMETTEUR DE PRÉ-EN-PAIL

Le relais hertzien de télévision de Pré-en-Pail n'est plus, depuis samedi 22 heures, qu'un tas de débris. Au moment même où l'image disparaissait sur l'écran de télévision pour à peu près 5 millions de téléspectateurs normands ou bretons. Après avoir franchi le grillage qui entoure l'émetteur, les plastiqueurs ont déposé une charge de 20 kgs de plastique et pris la fuite en voiture. La déflagration a été énorme : des «*blocs batteries*» de 400 kgs ont été projetés à travers les murs. Les murs d'enceinte ont été complètement soufflés.

L'attentat, revendiqué par «*Travach*» («*Résistance nationale bretonne*») mouvement né le 19 septembre 77 d'une scission avec le FLB est plus important, du point de vue des effets que celui contre l'émetteur de Roc-Trudon qui remonte à 1974. Mais il est trois fois moins important que l'attentat corse de Serra de Pigno, le 13 août dernier.

À l'heure actuelle les téléspectateurs des zones de Brest, Vannes, Rennes, Nantes et Laval ne recevront que TF 1. Ceux des zones Cherbourg, Caen, Alençon n'auront droit qu'à FR 3. Seule Antenne 2 ne pourra être captée. La couverture normale par les trois chaînes de ces régions ne pourra avoir lieu

étape entre Pleumeur-Bodou et Paris pour les émissions transmises par satellite

La «*RWB*» qui revendique l'attentat se présente comme «*une nouvelle formation militaire clandestine ayant pour but la libération de la nation bretonne*» et se réclame de «*l'action révolutionnaire*».

Ce type d'action, qui prétend dénoncer l'oppression de l'État sur la population bretonne, est en fait totalement impuissant à rallier l'adhésion des travailleurs. Il est en plus particulièrement mal venu au moment où la bourgeoisie développe une intense campagne assimilant l'action révolutionnaire et attentats.

que dans une semaine environ. Déjà TDF menace : la mise en route du programme couleur sur TF 1 devra être retardée...

Le relai hertzien de Pré-en-Pail est un «*nœud de télécommunications*» composé de 11 émetteurs. Il permet en amplifiant les signaux émis de Paris, de desservir toutes les régions de l'Ouest. C'est aussi une

Inondations dans le Gard et à Marseille



À la suite des pluies qui sont tombées sans discontinuer dans le Sud, plusieurs départements connaissent des inondations graves. Le département du Gard est le plus touché, plusieurs villages sont isolés par les eaux, des routes sont coupées. L'arrêt des pluies depuis dimanche soir a amené le commencement de la décrue.

À Marseille des pluies d'orage ont balayé la Canebière et le centre de la ville samedi matin, transformant certaines rues en canaux.

APRÈS L'INDEMNISATION DES LEROY UNE DÉCLARATION DU JUGE PASCAL

Après la décision de la commission d'indemnisation qui a accordé 40 millions aux époux Leroy pour leur période de détention, le juge Pascal a déclaré, samedi : «*cette décision me fait penser à Jean-Pierre le troisième inculpé de l'affaire. Jean-Pierre ne sera pas indemnisé ; il a laissé passer le délai pour demander à l'être. Pourtant ce jeune garçon, incarcéré alors qu'on le savait innocent et qui par la même ordonnance que celle qui a accordé le non-lieu aux époux Leroy, a été renvoyé devant le tribunal pour enfants, a subi deux ans et trois mois de détention injustifiée avant que le tribunal ne l'acquitte au bénéfice du doute, puis que la Cour d'appel ne l'acquitte purement et simplement.*

» De telles indemnités devraient ou bien n'être accordées à personne, ou bien l'être automatiquement à tous ceux non-lieu ou d'un acquittement, même à ceux qui n'osent pas, pour les réclamer affronter la justice. »

Rappelons que l'indemnisation accordée au notaire de Bruay et à son épouse est la plus forte qui ait jamais été accordée jusqu'ici.

Immigration familiale : décision définitive du conseil d'Etat jeudi

L'avis défavorable au projet de Stolérus suspendant l'immigration familiale pendant trois ans n'a pas été rendu par le Conseil d'Etat mais seulement par une de ses sections spécialisées. Aussi la décision définitive ne sera rendue que jeudi après la réunion de l'assemblée générale du Conseil. Il paraît toutefois peu probable qu'il revienne sur la décision de sa section sociale.

Fuite de combustible nucléaire en Angleterre

La société British Nuclear Fuels a annoncé qu'une fuite de combustible nucléaire radio-actif avait eu lieu le 15 octobre à la centrale nucléaire d'Annan (Ecosse). Elle l'a qualifiée de «*mineure*» tout en reconnaissant que subsiste une petite zone encore radio-active.

Dimanche à Cruas-Meysse

5 000 MANIFESTANTS CONTRE LA CENTRALE NUCLÉAIRE

Convoquée pour protester contre le début des travaux de la centrale de Cruas-Meysse, commencés en pleine illégalité puisque le décret d'utilité publique n'est toujours pas paru, la manifestation sur le site a connu un succès important malgré la pluie battante. Scandant les mots d'ordre «Non à la centrale nucléaire de Cruas» «Arrêt des travaux» «Retrait des forces de police», 5 000 manifestants sont partis du stade de Meysse, ont suivi la nationale 86 jusqu'aux Ciments français, et pris ensuite la route dans la plaine à travers le site, longeant à quelques centaines de mètres la clôture installée par EDF mercredi sous la protection des gardes mobiles. Ceux-ci étaient d'ailleurs en nombre à l'intérieur du site clôturé, mais ils ont choisi de rester discrets sur le parcours: Le matin, dès 10 heures, tandis qu'il faisait encore beau, avait lieu un rassemblement: beaucoup de discussions autour des stands, pendant qu'était assurée une animation musicale.

De Grenoble, de Valence, de Lyon, plusieurs dizaines de personnes, organisées dans des mouvements écologiques et dans les Comités Malville, étaient venus soutenir la lutte des habitants de la région. Ceux-ci, agriculteurs et ouvriers, constituaient l'écrasante majorité de la manifestation. Cette participation locale très forte est le résultat d'un intense travail de mobilisation pendant la semaine. Depuis mardi, il y a eu une réunion par jour, tantôt locale, tantôt élargie aux différents comités de la région. C'est à chaque fois au moins 150 personnes qui y participaient. Un comité d'organisation s'est constitué pour préparer le rassemblement de ce dimanche; alors qu'il ne fut décidé que mardi soir, dès le mercredi midi, 5 000 affiches avaient déjà été tirées ainsi que de nombreux tracts.

La mobilisation avait commencé dès mardi, jour du «début-éclair» des travaux. Deux heures après l'arrivée d'EDF, plusieurs dizaines de personnes étaient là et s'opposaient aux travaux. Les femmes

notamment, constituèrent rapidement des piquets: les responsables EDF et les policiers présents étaient interpellés. Des engins furent même dégonflés. Finalement après une première charge des gendarmes, c'étaient les gardes mobiles qui, à la nuit, faisaient évacuer brutalement le site. Depuis, le déploiement policier s'est fait massif. Le mercredi, la clôture était posée autour du site. Jeudi, le préfet prenait trois arrêtés définissant une zone de 7 km de long sur un kilomètre de large, interdite au camping, stationnement et circulation. La grande route était même déviée par la montagne. Pour pénétrer dans la zone, il fallait montrer patte blanche. Les gens qui avaient besoin de s'y rendre étaient refoulés, s'ils n'avaient pas de carte d'identité sur eux. Vendredi après midi, le maire de Meysse, qui voulait aller dans la plaine s'est fait refouler sur le territoire même de sa commune!

Cette occupation policière faite ouvertement, sans se gêner, a vraiment révolté tout le monde.

Dix personnes au courant!

Depuis trois ans, on parle de la centrale de Cruas. Le Conseil général, à majorité de droite, s'était déclaré favorable sur le principe. Mais dès les premiers travaux en août 76, une intervention rapide des habitants avait arrêté l'entreprise de tronçonnage qui fauchait les arbres.

Ensuite, l'enquête d'utilité publique, de décembre 76 au 18 février 77, avait rencontré une forte opposition: 12 000 signatures de pétitions, 1 200 interventions hostiles sur les registres. Naturellement, ça n'avait pas empêché les commissaires-enquêteurs de donner un avis favorable, comme d'habitude.

Depuis la fin de l'enquête, on s'attendait aux travaux. Il y avait eu des alertes en mai, juin et juillet: à chaque fois, EDF embauchait des ouvriers, des vigiles, des chefs. Mais ça s'arrêtait vite, comme s'il manquait l'accord du gouvernement. Finalement, il semble établi que c'est Postollec, le chef d'aménagement de la centrale, qui a fixé la date du 18 octobre. Le lundi soir, à la veille du commencement des travaux, il paraît que dix personnes seulement en France étaient au courant!

CRUAS: DEUXIÈME TOURNANT DU PS...

Pour la manifestation, le PS a mobilisé assez largement et déplacé ses élus: deux députés, le sénateur-maire de Montélimar, Pic, les conseillers généraux de l'Ardèche, ainsi que Robert Chapuis, délégué national à la recherche scientifique qui prépare le terrain pour 78 puisqu'il compte se présenter dans la circonscription. Au départ, toutefois, les réactions étaient inégales au sein du PS. Les conseillers généraux, jeunes récemment élus, s'affirment volontiers hostiles au programme nucléaire et «en avance» sur l'état-major parisien. Par contre, le conseil municipal de Montélimar était défavorable à la manifestation. Mais Pic est arrivé à mi-parcours, sans doute averti du nombre de manifestants.

Profitant de l'occasion, le PS a tenu une conférence de presse le matin, dirigée par Chapuis, où il a développé les positions prises récemment par le bureau exécutif. Il s'est efforcé d'expliquer qu'il ne s'agissait pas de «récupération» et a déclaré qu'à Cruas, «le PS fait son deuxième virage sur le nucléaire», le premier étant, selon lui, Malville. Malgré cette opération publicitaire le comité local contre la centrale demeure hostile aux positions développées par le PS. Dans la région, beaucoup pensent que le «nucléaire de gauche» n'est pas meilleur que le «nucléaire de droite».

CONTRADICTIONS AU SEIN DU PCF

Le PCF a refusé de prendre part à la manifestation. Au départ, le secrétaire fédéral parlait de «participation sous condition». Pas de mot d'ordre anti-nucléaire par exemple. Mais même le mot d'ordre «non à la centrale nucléaire de Cruas» ne lui a pas convenu. Il a fini par laisser entendre qu'il était contre la centrale programmée par Giscard... tout en étant favorable à une centrale à Cruas. En définitive, le refus a été justifié par l'argument: «Il y aura des affrontements, des morts, on ne veut pas prendre la responsabilité d'appeler à une manif où il y aurait des morts.» A croire que c'est ce qu'il attendait.

De son côté, Chaze, le maire PCF de Cruas est allé encore plus loin que le secrétaire fédéral, puisqu'il n'a pas craint de déclarer

en réunion de cellule que les travaux étaient parfaitement légaux, alors que le secrétaire fédéral devait reconnaître le contraire! Mieux: il est certain qu'officieusement, Chaze a appuyé la création d'un comité pro-nucléaire à Cruas. Ce comité essentiellement formé d'artisans et de commerçants est soutenu par ailleurs par des gens d'extrême-droite proches du SAC...

Tout cela n'a pas empêché des habitants de Cruas d'être présents ce dimanche. Surtout des jeunes qui, il y a peu, étaient plutôt pour la centrale mais qui ont été révoltés par le déploiement policier. D'ailleurs dans la région, de nombreux militants PCF de base se déclarent violemment hostiles au programme nucléaire et sont écœurés par l'attitude de leurs instances.

Quant au maire de Meysse, proche du PCF (PCF «sans carte»), s'il n'était pas hostile à la centrale à l'origine, il l'est devenu... après le voyage aux USA offert par EDF à une vingtaine de maires concernés par les implantations.

LA LUTTE VA CONTINUER

Ces jours-ci, les travaux ont consisté principalement dans l'abattage d'arbres sur le site. Une tranchée est commencée pour faire un mur d'étalement entre la plaine et le Rhône. C'est en tout 8 hectares de terrain qui sont clôturés. EDF est pourtant loin du compte, puisqu'elle a besoin de 135 hectares au minimum, sans doute plus. Pour le moment, elle dispose de terrains cédés par la CNR (Compagnie Nationale du Rhône) et elle est en discussion pour acheter un terrain de 27 hectares. Cela ne paraît pas pouvoir se faire tout de suite. Quant aux hectares qui restent à acquérir, EDF reconnaît rencontrer une résistance qu'elle n'attendait pas. Pour mieux se défendre, les agriculteurs, aidés par le comité local, ont constitué un GFA au printemps.

Après le succès de la manifestation de ce dimanche, la population est plus que jamais décidée à empêcher la centrale. De nouvelles formes d'action, parmi lesquelles une action auprès du Conseil d'Etat, vont être décidées prochainement.

Correspondance d'un militant du Comité de Cruas-Meysse

Débat sur le nucléaire

Pour les partis de gauche: «C'est aux élus de décider»

IL y a une semaine, les «Amis de la Terre», de Lille organisaient une réunion publique sur le nucléaire à laquelle assistèrent près de 200 personnes. Les partis de gauche étaient présents et ont répondu aux questions des «Amis de la terre» sur leurs projets en matière de nucléaire. Tant qu'il a été question de leur politique générale, ils n'ont fait que rappeler leurs positions déjà connues, le PS a notamment exposé son projet de moratoire.

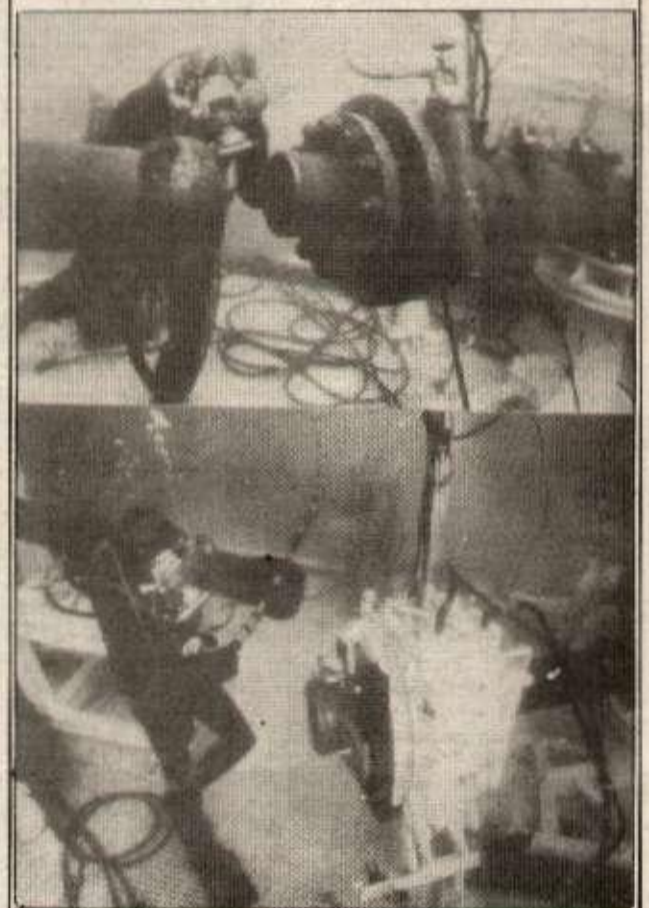
Que valent dans la réalité ces déclarations? L'assistance aura pu s'en rendre compte quand ont été abordées les questions locales. Aucun des partis de gauche n'a accepté de reprendre la proposition des «Amis de la terre», d'arrêter la construction de la centrale de Gravelines.

Le PCF s'en tient à l'arrêt des 3^e et 4^e tranches et au fonctionnement à taux réduit des deux premières tranches.

Comment se fera la consultation démocratique? Pour les représentants des partis de gauche présents à Lille, c'est aux «élus de décider» au niveau régional. Position qui a provoqué des réactions hostiles de la salle, les écologistes de la région se souviennent du maire PS de Gravelines faisant appel à la police lors de la manifestation de juin dernier.

Les «Amis de la terre» de Lille ont souligné l'aspect démagogique des promesses des partis de gauche, alors que ces partis refusent la moindre mobilisation sur le plan régional, à Gravelines et à Offekerque...

Janus IV : travailler sous 460 mètres d'eau



La sixième plongée de l'expérience de plongée profonde de Janus IV s'est achevée le 21 octobre au large de Cavalaire (Var). La plongée précédente avait atteint un record: 501 mètres. Les deux équipes de trois hommes chacune vont maintenant rester dans les caissons de décompression pendant sept jours.

Les six plongées de Janus IV ont permis de prouver qu'il est effectivement possible de travailler sous 460 mètres d'eau: une table de travail a permis aux plongeurs d'assembler des morceaux de pipe-line au cours de séances dont la plus longue a duré deux heures vingt. De plus, l'amélioration des procédés de compression a permis d'éviter en grande partie les réactions dues aux hautes pressions: tremblements, fatigue rapide.

Voix discordantes au R.P.R.

«La démocratie, ce n'est ni le futoir ni le laxisme. C'est un régime d'autorité légitime. Il faut éviter les grandes glissades qui menacent les grandes démocraties occidentales». Ces propos ont été tenus par Chirac dimanche à la Mutualité. Le RPR tenait en effet une fête. Minettes sur des gros cubes et badges au couleur du mouvement étaient de la partie.

Guéna délégué politique aux assises de ce mouvement dans la Gironde s'est prononcé «contre la supranationalité et l'intégration militaire». Il n'a, par contre, pas protesté contre l'intégration des polices européennes qui est pour sa part bien engagée. «Le RPR parti de droite ? a-t-il poursuivi, allons donc. Laissez les instituts de sondage vaticiner, laissez les beaux esprits s'illusionner (...).»

Chirac tentait par cette réunion de relancer, à partir de la vitrine que constitue la mairie de Paris, la mécanique du RPR en difficulté depuis un certain temps.

DISSONANCE

Chaban a aussi pris la parole au même moment en Gironde et a affirmé qu'il fallait «traiter l'opposition en adversaire et pas en ennemie. Ces adversaires sont finalement des Français et l'expérience montre qu'on ne sait jamais avec qui on est amené à sauver la France. Il faut être très offensifs mais pas agressifs, être convainquants mais sans attaque personnelle, sans injure».

Debré au même moment faisait une déclaration sur le fameux «gouvernement d'unité nationale» qu'il réclame depuis plusieurs mois, trouvant utile de préciser qu'un tel gouvernement est ouvert aux socialistes.

Propos visiblement contradictoires avec ceux de Chirac qui prend pour cible l'Union de la gauche son ensemble, voire de préférence le PS qui est le plus dangereux électoralement pour le RPR. La cassure de l'Union de la gauche n'a pas fini de poser des problèmes au RPR, qui n'est visiblement pas uni sur la tactique à suivre.

Leroy au club de la presse

182 STAGES DU PCF : LA MÉTHODE COUÉ

● Samedi et dimanche, le PCF a tenu 182 stages, réunissant les responsables de cellules, les responsables et sections et les responsables fédéraux. A l'ordre du jour, une seule question : les rapports avec le PS, et la volonté pour la direction du parti révisionniste «d'armer» ses militants dans la polémique. A entendre les responsables du PCF, ces stages n'avaient rien d'exceptionnels : il ne s'agissait que d'une «commodité de calendriers», la date du 22-23 octobre étant retenue depuis longtemps pour une conférence nationale ! Celle-ci devait ratifier le Programme commun réactualisé... Ce n'est pas par hasard non plus que s'est tenue ce week-end encore, une conférence nationale des JC.



Le ton des stages, violemment anti-socialiste, s'est retrouvé dans les propos de Roland Leroy, qui parlait dimanche soir au club de la Presse d'Europe 1. Leroy est souvent présenté comme le leader de «l'aile dure» du PCF, celle qui depuis toujours se méfie de l'alliance avec la social-démocratie. Les choses sont certainement loin d'être aussi simples. S'il est évident qu'elles recouvrent des désaccords politiques et aussi des questions de personnes, elles n'en restent pas moins dans le cadre d'un même projet politique. Directeur de *L'Humanité* et membre du bureau politique, Leroy est avant toute chose porteur du même projet politique que les autres dirigeants du PCF, celui d'un capitalisme d'Etat nuisible aux travailleurs. Ce ne sont pas les innovations populistes ou l'apparence plus sèche de Leroy qui y changeront quelque chose.

Roland Leroy a d'ailleurs cultivé l'odieux avec netteté au cours de ce club de la Presse. Sous prétexte d'hostilité au terrorisme, le parti révisionniste n'entend pas se faire déborder par la droite dans la lutte contre les révolutionnaires, dans sa pratique de l'amalgame provocateur entre les méthodes de Baader et celles des révolutionnaires.

Pour le reste, le directeur de *L'Humanité* s'est surtout évertué à démontrer une fois de plus le virage à droite du parti socialiste. Il faut croire qu'on travaille beaucoup à *L'Humanité* pour chercher dans la moindre déclaration du PS les signes de ce virage ! Et ce dimanche,

Leroy était gâté : il avait à se mettre sous la dent l'interview de Mitterrand au *Journal du Dimanche*, la participation de Mauroy à la «Convention pour l'Europe», et la position du PS sur l'énergie nucléaire. Il ne s'est évidemment pas gêné.

Pourtant, Leroy est comme les autres membres du PCF, silencieux quand il s'agit d'éclairer l'avenir : l'absence des perspectives est toujours aussi nette ; ainsi, à une question sur la politique de «compromis historique», Leroy n'a pu que répondre «l'Italie c'est l'Italie, et la France c'est la France» !

Leroy dirige les deux journaux à plus fort tirage du PCF : *L'Humanité* et *L'Humanité Dimanche*, il s'est en fait contenté de répéter, comme un moulin, sans plus s'avancer, ce qu'on y trouve tous les jours. Les militants du PCF participant aux stages auront entendu la même chanson. Le problème pour le PCF, c'est que cette chanson ne répond pas aux questions, légitimes, que se posent bon nombre de militants de base du PCF. Pourquoi dire aujourd'hui du PS ce que l'on sait depuis longtemps ? Le PCF a-t-il d'autres solutions que de se réconcilier avec le PS avant les législatives ? Un futur gouvernement de gauche pourrait-il être plus uni que l'Union de la gauche actuelle ? Ces questions sans réponse en introduisent une autre sur laquelle Leroy et ses collègues font évidemment un écran de fumée : quel est le véritable projet du PCF ? Le capitalisme d'Etat que veut le PCF, ne peut plus rester à l'ombre.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

«UNION DE LA GAUCHE» TACTIQUE EN DEUX TEMPS POUR MITTERRAND

● Contrairement aux apparences, la situation n'est pas totalement figée à gauche. Parallèlement aux efforts fournis par le PCF pour convaincre des militants et se renforcer, la recherche d'une voie nouvelle pour gagner les élections de 78 reste à l'ordre du jour de la gauche. C'est ce qui ressort d'une interview de Mitterrand publiée dimanche par *Le Journal du Dimanche*.

Notons au passage que les propos tenus par le premier secrétaire du PS en ce qui concerne la «lutte contre le terrorisme» ne détonnent pas dans un journal qui se place au niveau de la presse allemande. Mitterrand, qui appelle de ses vœux une plus grande collaboration internationale «contre le terrorisme», précise bien ce qu'il entend par là lorsqu'il assimile la vague révolutionnaire en Allemagne dans les années 1918-1920 aux «premiers éveils du nazisme» !

L'essentiel des propos de Mitterrand est néanmoins consacré à l'Union de la gauche. On notera que le leader du PS sort de la ligne qu'il s'était fixée, à savoir réserver ses commentaires à la droite pour s'appesantir cette fois sur la situation du PCF aujourd'hui : Mitterrand précise «que le PCF est

certainement hanté par l'idée du compromis historique», mais qu'il ne trouve pas de partenaire pour cela ; il insiste sur le fait «que la façon de voir du parti italien, du parti espagnol et du parti français sont très différentes», et enfin qu'il dénote un progrès de la condamnation par le PCF des procès qui se déroulent à Prague. Toutes ces affirmations ne sont pas gratuites car elles tendent à montrer que le PS n'a en rien changé dans sa position, au contraire du PCF, tiraillé entre différentes positions contradictoires. Et puis surtout, Mitterrand revient sur ce qui se veut l'arme absolue du PS : le respect de l'accord automatique de désistement au deuxième tour, et le fait que si le PCF déroge à cette règle, c'est lui qui portera la responsabilité de l'échec : «Si les partis de gauche

obtiennent une addition mathématique de 50 % de voix au premier tour, cela signifiera pour les travailleurs que dès la semaine suivante, il auront un salaire minimum plus élevé, la retraite à 60 ans ou 55 ans, la cinquième semaine de congés payés, les allocations familiales augmentées deux fois de 25 %, etc... (...) Le parti qui prendra la responsabilité de casser cette espérance sera durement jugé.»

Passons sur l'énorme démagogie qui consiste à dire que ce qui est inscrit dans le Programme commun sera mis en application dans l'espace d'une semaine. Rocard et les autres «experts» du PS passent leur temps à dire le contraire.

La tactique socialiste est en deux temps : premier temps donc, on annonce un désistement systématique pour le candidat le mieux placé ; deuxième temps, Mitterrand fixe comme objectif à son parti un minimum de 7 millions de voix, soit plus de 30 %. Le second objectif détruit le premier : avec 30 % des voix, le PS serait incontestablement en tête de la

plupart des primaires.

Ouverture en demi-teinte, que de dire : on se désisterait bien pour vous, mais comme on arrivera en tête presque partout, la balle est dans votre camp. Là encore, Mitterrand mise sur les réactions de la base du PCF : il espère que nombre d'électeurs PCF, par réflexe, préféreront «donner leur voix à gauche», même sans Programme commun.

Toute la question est là. PS et PCF continuent, c'est certain, à envisager une nouvelle mouture du Programme commun, mais dans le cas d'un échec ils se préparent à la suite : le PCF en essayant de raviver le sentiment anti-socialiste pour éviter des «votes sauvages» non conformes à ses consignes, le PS en misant sur le réflexe «battre la droite». Mitterrand le sait, il lui faut encore garder son vernis «de gauche» pour gagner les élections. Ce n'est qu'après éventuellement, qu'il reviendra sur ce jugement simpliste à usage électoral : «La politique de Barre est celle de Chirac. Celle de Chirac est celle de Giscard. Il faut les juger en bloc.»

Poniatowski repart en guerre

L'ancien ministre de l'Intérieur, aujourd'hui ambassadeur extraordinaire du président de la République, était resté muet, pour l'essentiel, sur la politique intérieure depuis son vidage du gouvernement après les municipales. Il vient de rompre ce silence par l'intermédiaire de la voix de Pompidou qu'il avait enregistré sur magnétophone en avril 73 : «Il convient que nous réalisions l'union de la majorité. C'est à partir de l'union que nous pourrions nous ouvrir, que nous pourrions accueillir, que nous pourrions prospecter, que nous pourrions éventuellement déboucher, au sens noble du terme, je veux dire par là, attirer à nous des gens qui pour l'instant nous tournent le dos. Je suis prêt à aider énormément dans ce domaine. Je ne crois pas du tout qu'il faille fermer les portes à beaucoup de ces électeurs et même de ces élus, socialistes ou autres, qui sont très loin d'être des marxistes ou des révolutionnaires». Ressorti plus de 4 ans après, cet enregistrement inédit de Pompidou, sert en l'occurrence un but précis : montrer que la politique de main-tendue aux socialistes prônée par Giscard et refusée par Chirac, était celle-là même que voulait développer Pompidou. Avant même d'être ministre de l'Intérieur, Poniatowski était déjà passé maître dans les écoutes clandestines.

Europe

Le quadrillage policier s'étend

Irmgard Möller, qui était emprisonnée avec Baader et Ensslin a pu recevoir son avocat Mme Jutta Jentges-Bahr à l'hôpital ; on se souvient que la police avait prétendu qu'elle s'était tailladée la poitrine avec un couteau de cuisine. Depuis, elle n'avait pas été autorisée à recevoir quiconque sauf les procureurs sous prétexte de risques d'infection. Cette visite a apparemment été possible parce que Schmidt a été contraint de mettre fin aux mesures d'isolement qui étaient prises contre les détenus politiques en RFA.

Möller affirme à son tour qu'elle ne s'était pas suicidée et qu'elle pensait que ses camarades avaient été suicidés.

SPRINGER, CONSCIENCE DE LA BOURGEOISIE ALLEMANDE

Il y a fort à parier que ce témoignage ne connaîtra pas de large publicité auprès du public allemand qui continue à être soumis à une intolérable intoxication. La presse de la chaîne Springer mais pas elle seulement, continue à servir ouvertement d'auxiliaire à la police. Celle-ci diffuse un tract dans lequel on peut lire : «*Qui peut donner des renseignements sur le lieu de séjour ou les relations de ces personnes (...) éventuellement sous fausse identité qui ont essayé de louer un appartement ou un véhicule. Qui peut donner les renseignements suivants*

sur l'achat, l'entrepôt ou l'utilisation suspecte des matériaux suivants qui pourraient être utilisés pour le transport du kidnappé ou aménager une cachette ; (suit toute une liste de matériaux ou d'accessoires qui doivent donner lieu à la délation allant de la laine de verre insonorisante aux WC de camping...)

EN FRANCE AUSSI

Nos manipulateurs de l'opinion ne sont pas en reste non plus. Nous avons déjà parlé des deux grands quotidiens régionaux alsaciens qui, comme si leur direction siégeait outre-Rhin, ont publié la liste des photos des seize personnes suspectées par la police allemande d'être les instigatrices de l'enlè-

vement de Schleyer. Faut-il préciser que *France Soir* mérite le premier prix dans cette campagne odieuse de déformation des faits, dans ce climat de délation qu'on essaye de susciter chez nous, dans cette assimilation qu'on essaye de faire entre les révolutionnaires, la RAF et les truands. Non content de ce servilisme *France Soir* publie une photo d'Ensslin, nue, et affirme qu'avant de faire dans le terrorisme elle faisait dans le porno... comme *France Soir* serait tenté de dire, qui n'hésite pas non plus, conformément au code moral des journalistes à publier une interview d'un «écologiste» alsacien qui affirme avoir longuement discuté cet été avec les suspects qui s'intéressaient

au petit village alsacien de Labroche. Ce témoin «digne de foi» déclare avoir tout inventé quelques jours plus tard ; peu importe à *France Soir* qui ainsi fournit à la police un prétexte de fouiller le paisible village ; sans succès évidemment.

Pour la bourgeoisie, particulièrement la droite qui compte de nombreux députés issus de la région, l'essentiel est malgré tout réussi, on martèle dans l'opinion alsacienne très attirée par «les listes vertes» que la frontière entre les écologistes et les terroristes est finalement très ténue.

Cela pourrait toujours faire quelques voix supplémentaires pour les prochaines législatives qui ne se porteraient pas sur ces empêcheurs de voter en rond.

Le *Figaro* de lundi fournit sa livraison quotidienne de propos policiers. L'inévitable *Max Clos* récidive et rejette avec force «la campagne sournoise» orchestrée selon l'éditorial et qui viserait «à insinuer que l'aide demandée à la population relève d'une mentalité proprement fasciste». Car pour ce monsieur, s'inquiéter de la délation que la bourgeoisie allemande essaye d'instituer en système de gouvernement (limitée par la police en Alsace) c'est «couper les cheveux en quatre, s'entortiller interminablement dans les scrupules moraux et les arguties philosophiques et aboutir à la paralysie de l'Etat et à la mise en péril de la nation».

La conclusion vaut la peine d'être citée : «*En ce qui nous concerne (dans l'affaire des groupes terroristes) nous disons oui à ce que les autres nomment répression et délation et qui pour nous est esprit civique et défense de la démocratie avec bonne conscience.*»

LA POLICE PARTOUT

Un journaliste allemand raconte qu'en parcourant quelques kilomètres, il a été contrôlé vingt quatre

fois par les flics. Les tracts avec les portraits des «suspects» continuent à être diffusés et il est conseillé si vous descendez au pied de votre immeuble acheter un croissant de vous munir de vos papiers d'identité. A Bonn des blindés du BSG sillonnent la ville ; ils ont été récemment dotés de mitrailleuses. Les chevaux de frise ont été disposés autour des bâtiments officiels qui sont puissamment éclairés dès la tombée de la nuit. C'est dans cette atmosphère que se préparent pour mardi les funérailles nationales de l'ancien nazi Schleyer.

OU L'ON REPARLE DE ROMMEL...

Son fils est en effet maire de Stuttgart... D'opinion centre gauche nous assure-t-on. Quoi d'étonnant à cela dans ce pays où la frontière entre la social-démocratie et la droite est souvent imperceptible et où, en tout cas la SPD fait preuve pour le moins de complaisance pour les anciens nazis. Rommel junior sera donc mardi accompagné de tous les dignitaires du pays présents à l'enterrement de Schleyer. Le GSG9 surnommé par la presse «*Les héros de Mogadiscio*» sont chargés d'assurer la sécurité de l'enterrement. Ces mesures exceptionnelles sont jugées d'autant plus nécessaires que la presse recommence à parler de Carlos ! Il aurait en effet été l'instigateur du détournement d'avion de la Lufthansa...

STAMMHEIM PRISON LIBÉRALE

La sécurité doit d'autant plus être renforcée selon la police que de nouvelles révélations sur les «planques» des cellules de Stammheim prolifèrent. Baader aurait possédé, nous dit-on, un pain de plastic, des sondes bief, une véritable quincaillerie, sans parler d'un système de fil électrique qui reliait les prisonniers entre eux et leur permettait de communiquer en morse.

Convention pour l'Europe (Versailles)

DE BARRE A MAUROY : L'EUROPE QU'ILS VEULENT FAIRE

La «Convention pour l'Europe», qui s'est tenue samedi et dimanche à Versailles sous l'égide du «Mouvement européen» de Leprince-Ringuet, a pris un caractère politique bien précis.

La présence dans une même salle, pour soutenir les mêmes objectifs, de Chanaud, du Parti républicain, de Daillet, du CDS, de Lipkowski, du RPR, de Mauroy, du PS, de Chotard, du CNPF, de Calvez de la CGC, etc., voilà qui n'est malgré tout pas fréquent. Quand, en plus, sont présents

l'Anglais Jenkins, l'Espagnol Alvaez de Miranda, président des Cortes, ou le luxembourgeois Thorn ; quand l'allocution de clôture est prononcée par Barre ; quand le sujet de la réunion commune de tous ces gens est la construction de l'Europe ; quand cette réunion se tient les jours mêmes où les polices coopèrent avec une célérité sans précédent, quand enfin cette réunion se tient la veille du jour où la France doit se prononcer sur l'extradition de Klaus Croissant, il convient d'y regarder de près.

Il s'agissait à Versailles de faire le point, après l'adoption par tous les parlements, du principe de l'élection au suffrage universel du parlement européen, et par là même, de donner en quelque sorte le coup d'envoi à la campagne électorale pour ce Parlement, qui lui aussi doit être élu en 78. Rien de neuf dans ce que peut dire un Lecanuet ; on sait depuis longtemps quelle Europe veut ce politicien : une Europe inféodée à l'impérialisme américain. Rien de neuf non plus dans ce que peut dire Barre. L'important en l'occurrence est de voir comment la bourgeoisie française aujourd'hui fait face au problème européen : collaboration policière poussée, jointe à des tentatives peu fructueuses pour tenter de «rééquilibrer» une Europe économique dans laquelle l'Allemagne se taille la part du lion. Barre peut toujours se vanter un constatant que tous les pays européens ont adopté un plan d'austérité peu ou prou semblable au sein : les plans de redressement sont une chose, les réalités économiques et politiques en sont une autre. Le vieux rêve gaullien d'une Europe unie où la France jouerait un rôle de premier plan n'est guère de mise aujourd'hui. Dans l'Europe des Neuf aujourd'hui, la bourgeoisie française est en position de demandeuse, et le rôle accru du parlement européen, après son élection au suffrage

Barre et Leprince-Ringuet, un son de cloche : «la construction européenne». Mais quelle Europe ?



universel, ne fera que renforcer la possibilité d'intervention des pays d'Europe du Nord dans notre pays.

Reste la position socialiste, qui prend de l'importance dans la mesure où le PS est candidat au pouvoir, et dans la mesure aussi où la social-démocratie régente un grand nombre de pays aujourd'hui. L'analyse du PS se veut simple : telle que Mauroy l'a présentée l'Europe libérale a fait faillite, elle n'est pas en mesure de jouer un rôle par rapport aux deux grandes puissances USA et URSS, il faut donc construire une Europe socialiste «facteur de détente, à l'avant-garde de la solidarité avec les pays en voie de développement

(...) une Europe des travailleurs». Mauroy ajoute : «*Les difficultés ne manquent pas sur notre route, et notamment les différences d'attitude, d'opinion, de situation qui nous séparent des partis socialistes comme ceux de Grande-Bretagne ou d'Allemagne. Mais il faudra que nous trouvions avec eux, qui ont la confiance de la majorité des salariés de leur pays, les moyens d'avoir raison ensemble.*» Si l'on ajoute que Mauroy évoque par ailleurs la nécessité d'une campagne électorale commune des socialistes à l'échelle européenne, on a une idée des «perspectives» du PS en la matière : pas plus que les partis de droite au pouvoir actuellement, le PS n'aura

les moyens de faire disparaître la situation dominée de l'impérialisme français, dans l'ensemble européen. La «nécessaire» entente avec les social-démocraties européennes, telle que l'envisage le PS, ne peut que signifier une dépendance accrue, un alignement continué, et finalement la construction d'une Europe qui restera sous la férule des USA.

Finalement, de Barre à Mauroy, on a entendu le même son de cloche : celui d'une volonté «de renforcer la construction de l'Europe». Mais sur la nature de cette Europe, l'expérience de la coopération policière actuelle, qui est sans précédent, en dit long.

Nicolas DUVALLOIS

Libération empêché de paraître

Le quotidien *Libération* n'est pas paru ce lundi. Dans la journée de dimanche, une centaine de personnes soutenant la RAF, ont occupé les locaux de *Libération*, empêchant la fabrication du journal. Les occupants, en désaccord avec la façon dont *Libération*, avait rendu compte de l'enlèvement et de l'exécution de Schleyer, du détournement du Boeing de la Lufthansa et de la mort de Baader, Raspe et Ensslin, exigeant qu'on leur laisse composer un journal exprimant leur point de vue. L'équipe de *Libération* leur a proposé une page pour exprimer leur point de vue, proposition jugée insuffisante et repoussée par les occupants qui jusqu'à 23 heures ont empêché tout travail et, de fait, la parution du numéro de lundi, les journalistes et l'équipe de fabrication refusant de travailler sous la contrainte de ces personnes. On ne peut que comprendre ce point de vue.

A *Libération*, on indique que la non parution aura de graves conséquences financières et qu'elle a empêché la publication, le jour où l'affaire Croissant est examinée devant la chambre d'accusation, d'éléments du dossier.

Carter : des armes pour la Corée du Sud

Carter vient de demander au Congrès de voter un crédit de 800 millions de dollars pour une aide militaire «sans remboursement» au régime fasciste de Park Chung Hee, en Corée du Sud. Cette aide comprendrait des tanks, des missiles, des hélicoptères et des radars. Selon le département d'État, cette livraison vise à «compenser les conséquences de notre retrait pour la défense de la Corée». Pendant sa campagne électorale, Carter s'était engagé à retirer les troupes U.S. de Corée. Mais ce retrait doit s'effectuer en quatre ou cinq ans : il ne compte retirer cette année que 6 000 hommes sur les 40 000 qui y sont. Et il prétend de ce début de retrait pour intensifier la livraison d'armes à Park Chung Hee. Alors qu'un nombre grandissant de pays vient de prendre position à l'O.N.U. pour une réunification pacifique de la Corée, la politique de Carter continue à tourner le dos à cette solution.

Panama : référendum sur le traité

C'est dimanche que les Panaméens devaient se prononcer par référendum sur le nouveau traité avec les États-Unis. Au cours de la campagne qu'il a faite pour l'approbation de ce traité, le général Torrigos a affirmé que, selon lui, le sens exact de l'accord de défense c'est que son gouvernement peut faire appel aux USA en cas d'attaque : «J'appuie sur un bouton, et ça sonne à Washington». Pour Torrigos, le fait que Carter présente au Congrès cette clause comme un «droit d'intervention» ne constitue pas une menace pour la souveraineté de Panama.

Grande-Bretagne : mauvaises manières

Alors que Thorpe, dirigeant du parti libéral, avait été contraint de démissionner l'année dernière à la suite d'un scandale concernant sa vie privée, il semble que l'affaire connaisse de nouveaux développements. Il est question d'une tentative de meurtre. Rappelons que le gouvernement travailliste n'a la majorité que grâce au soutien du petit parti libéral.

Sir Richard Bodson, président de British Leyland a été obligé de démissionner : une conversation privée où il justifiait la pratique des pots-de-vin et tenait des propos racistes avait été rendue publique.

URSS : l'expulsion des Juifs vers Israël s'accélère

Selon Nackis, chef du bureau d'émigration du régime sioniste, 763 juifs soviétiques sont arrivés en Israël en septembre dernier, soit 200 de plus qu'au même mois l'année dernière. En 1976, 21 000 Juifs avaient émigré en Israël, soit 1 000 de plus que l'année précédente. La grande majorité d'entre eux a été installée dans les nouvelles colonies des territoires occupés.

Yemen

Après l'assassinat il y a quinze jours du président de la République arabe du Yemen (Nord), son successeur Ahmed Al Gashmi a déclaré qu'il poursuivrait une politique de rapprochement avec le Yemen du Sud et s'attacherait à préserver la sécurité de la Mer Rouge et du détroit de Bab el Mandeb.

Zimbabwe

Le gouvernement britannique tente de mettre en place son plan élaboré avec les U.S.A. Il propose aux dirigeants des organisations patriotiques et au raciste Smith des consultations séparées avec le haut-commissaire désigné, Lord Carver.

32^e anniversaire de l'ONU

UNE ORGANISATION QUI A CHANGÉ EN MÊME TEMPS QUE LE MONDE

● L'Organisation des Nations-Unies célèbre aujourd'hui le 32^e anniversaire de sa création. Des 51 membres fondateurs, l'O.N.U. est passée à 149 : ce changement reflète les grands bouleversements qui sont apparus dans le monde puisqu'il reflète l'accession à la souveraineté des pays du Tiers-Monde, fruit de la lutte de libération contre le colonialisme et l'impérialisme. Bien sûr, il ne s'agit pas seulement d'un changement quantitatif : instrument de l'impérialisme dans une large mesure pendant longtemps, l'O.N.U. est aujourd'hui devenu une tribune pour des pays qui rejettent la tutelle de l'impérialisme.

Bien que la Charte de l'O.N.U. de 1945 comporte certains points positifs sur les droits de l'homme et les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'O.N.U. dont le siège est fixé à New-York, va être d'abord au service de l'impérialisme U.S. Les structures de l'O.N.U., en particulier le Conseil de Sécurité où l'impérialisme U.S. use et abuse de son droit de veto, lui permettent après la fondation de l'O.N.U., d'y exercer une position dominante. Au sein de l'Assemblée Générale, rares sont les pays qui osent remettre en cause cette position. Cette situation permettra d'ailleurs aux U.S.A. de fermer la porte de l'organisation à la République Populaire de Chine et à d'autres pays souverains. De même, l'impérialisme américain

utilisera largement la couverture de l'O.N.U. pour des interventions et des agressions comme en Corée et au Congo (Zaire), contre le gouvernement de Lumumba avec la complicité, ici, de l'URSS.

De son côté, l'URSS devenue puissance social-impérialiste, tout en privilégiant les discussions au sommet avec l'autre super-puissance, va se servir de l'O.N.U. pour mettre en avant ses propositions de «réglement» contre les peuples (comme pour le Proche-Orient) et pour faire de la propagande sur la «détente».

UNE NOUVELLE MAJORITÉ

Cependant, à partir des années 70, le phénomène de constitution du Tiers-Monde en force politique

autonome trouve son expression à l'O.N.U. : une nouvelle majorité apparaît, non pas simplement du fait que les pays récemment libérés ou décolonisés sont en plus grand nombre, mais parce que tous ces pays votent ensemble, et non plus avec tel ou tel bloc (c'est le cas des pays africains francophones par exemple). Cette unité du Tiers-Monde se manifeste en octobre 1972, avec l'appui décisif donné à l'entrée de la République Populaire de Chine à l'O.N.U. Cette unité se retrouvera dans de nombreuses questions : condamnation du sionisme, des régimes racistes, lutte pour les 200 milles marins, lutte pour les matières premières, lutte pour un «nouvel ordre économique international». Sur toutes ces questions, l'unité et la détermination du Tiers-Monde se renforcent et entrent toujours davantage en contradiction avec les impérialistes et particulièrement les super-puissances.

BLOCAGES ET COUVERTURE

Il ne faudrait toutefois pas en conclure que l'O.N.U. ait entièrement changé de nature. En

effet, le Conseil de Sécurité donne toujours une place prééminente aux impérialistes : c'est ce qui leur permet souvent de bloquer l'application de décisions, comme par exemple, les sanctions économiques contre les régimes racistes d'Afrique Australe. Les impérialistes n'ont pas abandonné l'espoir d'utiliser des troupes sous couvert de l'O.N.U. pour imposer aux peuples leurs «réglements» et leurs interventions : c'est ce qu'ils envisagent pour le Proche-Orient, c'est ce qu'ils tentent de faire au Zimbabwe, où ces troupes risqueraient de servir à la protection des racistes. Néanmoins, l'O.N.U. est aujourd'hui le théâtre d'importantes luttes, avec un rapport de forces beaucoup plus favorable aux peuples et aux pays du Tiers-Monde. L'entrée du Vietnam à l'Assemblée cette année, de même que la présence de l'O.L.P. sont des faits significatifs, qui soulignent le rôle décisif des luttes de libération dans la constitution du Tiers-Monde en force politique, et ses répercussions dans les instances onusiennes.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

POINTS DE REPERE SUR LE PORTUGAL

Par Hélène VARJAC

PCP : VERS LA FIN DE LA TRAVERSÉE DU DÉSERT

Depuis quelques mois, le PCP a regagné du terrain. Une à une, il a repris les directions syndicales tenues par les socialistes, qui se sont largement discrédités par une politique d'austérité sans précédent.

LE PCP REMONTE LA PENTE

La position du PCP dans l'Intersyndicale s'est renforcée, au point que le PS a renoncé pour l'instant à contester son hégémonie... Même dans le Nord, dans la région de Porto, où avaient lieu les plus violentes manifestations contre le PC, les sondages d'opinion révèlent que le PC pourrait avoir jusqu'à 20 % des voix. Plus récemment, dans les luttes paysannes de l'Alentejo, contre la loi agraire, le PC a joué un rôle actif. Il est depuis longtemps implanté chez les ouvriers agricoles et dans les unités collectives de production, remises en cause par la loi agraire, il dispose d'une certaine force. C'est pourquoi la politique du PC ces derniers mois a consisté à proposer pour sortir de la crise, une dissolution du parlement et la convocation d'élections anticipées, auxquelles tous les autres partis sont farouchement opposés. Si des élections avaient lieu en ce moment, il est probable que le PC dépasserait largement les quelques 7 à 8 % obtenus aux dernières élections.

LA TACTIQUE DE LA MODÉRATION

Cependant, sa tactique semble avoir légèrement évolué. Sans renoncer au projet, le PCP semble

admettre que la survie du gouvernement Soarès est appelée à continuer. Il faut remarquer que le PCP s'est servi avec beaucoup de circonspection de sa force dans l'Intersyndicale. De fait, la politique de compromis tactique a été appliquée. L'oppositif à Soarès a été violente en paroles. Mais même dans l'Alentejo, après les affrontements d'Evora entre les ouvriers agricoles et la police, le PCP a prêché la modération. Alors que certains voulaient boycotter l'ensemencement des terres pour faire échec à la loi agraire, les syndicats tenus par le PCP ont assuré que tout se passerait normalement. Plus récemment, le PCP a condamné la violence à propos du plasticage de comités locaux de coordination pour la réforme agraire. Cette modération, le discours très respectueux de la constitution que tient le PCP, signifient-ils qu'il a renoncé à ses pratiques putschistes ? Provisoirement oui ; fondamentalement non. Mais il est clair qu'il a réajusté sa tactique, qu'il a dû mériter les exemples espagnol et italien. La pénétration de l'appareil d'État peut se faire légalement pendant toute une phase constitutionnelle, sans que le PCP ait pour autant changé de nature. Il a compris que la tactique de la modération et du compromis pouvait être payante.

LA FIN DE LA TRAVERSÉE DU DÉSERT

De fait, le PCP est en train d'achever sa traversée du désert : quelles que soient les déclarations



Récemment, dans les luttes paysannes de l'Alentejo, contre la loi agraire, le PC a joué un rôle actif...

de Soarès et des autres partis pour marginaliser le PC de la vie politique, il est clair que la stabilité sociale ne pourra être obtenue au Portugal sans que le PCP soit réintégré dans le jeu politique. Les conversations entre Soarès et Cunhal en témoignent : le PCP s'est imposé comme interlocuteur forcé au gouvernement Soarès. Et il compte bien servir pour continuer à remonter la pente. C'est un des aspects et non le moindre de la faiblesse du gouvernement «socialiste» de Soarès.

(à suivre)

Afrique du Sud

LA FUITE EN AVANT DES RACISTES

L'interdiction la semaine dernière des organisations et des publications qui luttent contre l'apartheid a



Un fantoche des racistes à Paris

Après le Transkei, les racistes veulent faire accéder à une fausse indépendance le Bophuthatswana, un autre bantoustan le 6 décembre 1977. Leur fantoche, le chef Mangope était la semaine dernière à Paris : il a rencontré Couve de Murville et d'autres personnalités. On le voit ici, passant une revue, encadré par des officiers racistes.

été suivie d'une importante vague de répression : arrestations, perquisitions, etc. Tous les meetings sont interdits. La police a contraint la Black Community Programm, organisation d'entraide des Noirs, à fermer sa clinique itinérante dans les ghettos. A Mamelodi, ghetto de Pretoria, des racistes ont tiré sur de jeunes africains, blessant trois d'entre eux. A Soweto, le mouvement de boycott des cours contre le système d'éducation raciste continue et a touché les écoles primaires : au total 180 000 écoliers et lycéens y participent. M. Molope, vice-président du comité d'action des professeurs de Soweto, a déclaré : « Les mouvements de lutte contre l'apartheid vont se réorganiser et poursuivre leur action ».

Les pays africains, appuyés par les pays du Tiers Monde, vont mettre les grandes puissances devant leurs responsabilités à l'occasion de la réunion du Conseil de Sécurité dont ils ont demandé la réunion d'urgence. Ils vont demander l'application de sanctions économiques obligatoires, qui a toujours été empêchée, puis retardée par les impérialistes.

Alors que les Etats-Unis et les Pays-Bas ont rappelé — seulement provisoire-

ment — leurs ambassadeurs, Vorster a manifesté sa volonté de défier l'opinion internationale et de ne pas céder aux pressions américaines visant à assouplir sa politique : « Si vous pensez que nous devons arriver à un compromis sur la question du pouvoir de la majorité, la réponse est : non... Nous devons survivre par nous-mêmes et nous y sommes préparés ». Vorster a ajouté que, contrairement à ce qu'a prétendu Carter au moment des révélations sur la bombe, il n'avait jamais promis aux USA une utilisation pacifique du nucléaire. Il a précisé qu'avant de prendre un tel engagement, il demanderait aux Etats-Unis des « garanties ».

GRANDE-BRETAGNE AFRIQUE DU SUD

Tomlison, haut fonctionnaire du Foreign Office britannique a déclaré que, bien qu'elles soient déplorables, les relations économiques entre l'Afrique du Sud et l'Europe « ne peuvent pas disparaître du jour au lendemain sans provoquer d'énormes perturbations ».

Un million pour accueillir Tarradellas et exiger une autonomie véritable

Barcelone capitale de la Catalogne a connu dimanche une nouvelle « diada » plus remplie d'émotion encore que celle du 11 septembre.

Un million de personnes sont déplacées entre l'aéroport du Prat et le palais de la Généralité pour accueillir le président Tarradellas, de retour après 38 ans d'exil.

Comme la journée du 11 septembre, la manifestation avait été organisée par l'ensemble des forces poli-

tiques sous l'égide de l'assemblée des parlementaires catalans. Mais cette fois-ci, il s'agissait d'une cérémonie officielle : le gouverneur civil dirigeait le comité d'accueil du Prat, la télévision transmettait en direct tous les détails.

Malgré les dissensions et les déceptions qui ont marqué les négociations menées par le vieil homme d'état, les masses catalanes n'ont pas voulu être frustrées de la grande journée historique qu'elles

attendaient depuis si longtemps. Au delà du président, pour lequel la journée d'hier constitue une victoire personnelle, c'est en effet à la Généralité reconquise, à l'autonomie en voie d'être recouvrée qu'allaient les acclamations.

« Volem l'estatut ? ». « Nous voulons le Statut », tel était le mot d'ordre repris inlassablement tout au long du cortège qu'a conduit Tarradellas pendant trois heures de l'aérodrome à l'antique palais de la Généralité. « C'est seulement par l'unité du peuple catalan que nous avons obtenu cette victoire », Incontestable succès personnel puisqu'il peut se sentir confirmé dans sa mission historique. Pour autant, l'ampleur de la manifestation et l'insistance mise à rappeler l'exigence du statut montraient que les Catalans ne se satisfont pas de ce qui a été acquis et se refusent à cautionner une généralité au rabais.

Alors que Tarradellas prenait possession du palais de la Généralité, reçu par de nombreuses personnalités et des exilés catalans, rentrés depuis peu des milliers de personnes restaient massées sur la

place Saint Jaime scandant « Volem l'estatut ! ».

« Moi aussi je veux le statut », leur répondit-il « je compte sur vous pour que nous l'obtenions ».

Lundi, Suarez est à Barcelone pour assister à l'entrée en fonction officielle du président élu une première fois en 1954 par les députés en exil du parlement catalan et nommé une seconde fois par l'héritier de Franco le 17 octobre dernier.

La première tâche du président sera de désigner ses collaborateurs. Au delà du « conseil exécutif », dont on sait qu'il reflète la composition de l'assemblée des parlementaires, ce sont les commissions mixtes chargées de négocier les transferts de compétence avec l'Etat et les députations qui retiendront l'attention de Tarradellas.

Si la Catalogne est bien sortie dimanche de la nuit franquiste, elle ne sait encore ce que sera concrètement l'autonomie de demain.

Que deviendront ses aspirations profondes à travers les multiples négociations et compromis dans lesquelles s'engagent les partis bourgeois ?

Frédéric FERRER

OLP : condamnation des positions américano-sionistes

Le Comité Exécutif de l'OLP, réuni à la fin de la semaine dernière, a réaffirmé les droits du peuple palestinien et la représentativité de l'OLP qui doit être associée en tant que telle à tout règlement : « Toute conférence internationale visant à régler la crise du Proche-Orient qui ne prendrait pas pour base la question de la Palestine et des droits du peuple palestinien sera vouée à l'échec ».

Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP a déclaré que la déclaration commune américano-israélienne constituait un « retrait » de la part des USA. Il a précisé : « Ce retrait des Américains ainsi que les mesures prises par Israël dans les territoires occupés ne mèneront pas à la conférence de Genève, mais à une nouvelle guerre dans la région ».

Erythrée : accord entre 2 mouvements de libération

Le FLE et le FPLE, deux branches du mouvement de libération national érythréen viennent de conclure un accord sur un « processus d'unification ». Cet accord envisage la mise sur pied d'une direction politique commune et la création de comités communs sur les plans militaires, diplomatiques, économiques et sociaux. Le processus doit aboutir à plus long terme à une organisation démocratique unifiée. Alors que les victoires du peuple érythréen se sont multipliées ces derniers mois, cet accord répond aux aspirations du peuple érythréen qui avait lutté contre la guerre civile et déplorait la division. Cet accord permet d'envisager la prise des quelques villes importantes qui restent encore occupées par le régime éthiopien. Cependant il n'englobe pas une troisième organisation, le FLE - PLF créé l'année dernière par Osman Sabbe.

Négociations SALT

Les discussions vont bon train

...La course aux armements aussi

A la fin d'un banquet dans l'Iowa, Carter a déclaré que les perspectives d'un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques étaient « bien meilleures qu'il y a quelques semaines ». Il a précisé : « Dans quelques semaines, nous aurons un accord SALT dont notre pays sera fier et ensuite nous poursuivrons notre but qui est de réduire les armes nucléaires à zéro ». Ce discours particulièrement euphorique a été ensuite minimisé par le porte-parole du président américain.

De son côté, Brejnev a déclaré, également au sujet des négociations SALT : « Dernièrement, un certain progrès a été enregistré dans la bonne direction. Nous souhaitons mener ces pourparlers jusqu'à leur succès final, sans atermoiements inutiles, avec une approche réaliste et sérieuse de la partie américaine ». On sait ce que Brejnev entend par « approche réaliste » : des reculs significatifs de la

part des Etats-Unis, en particulier sur la question des missiles de croisière Cruise.

Ces après marchandages sur les armes existantes se déroulent alors même que chacune des superpuissances accélère la course aux armements, particulièrement en ce qui concerne les armes non prévues dans les négociations. Au moment où Carter faisait son discours « pacifiste », des manifestants protestaient contre la bombe aux neutrons dont il a autorisé la production. D'autre part, selon l'OTAN, l'URSS développe de nouveaux engins nucléaires tactiques. Il s'agit du M 55, un obusier nucléaire dont la portée est de 30 kms, et du M 1975, une arme nucléaire secrète d'un rayon de 17 kms, et dont les autres caractéristiques sont encore mal connues. Selon les experts de l'OTAN, le développement de ces armes bouleverserait le rapport des forces en Europe.

Pollution en Méditerranée : liste noire et liste grise

La Communauté Economique Européenne et treize pays méditerranéens se sont mis d'accord la semaine dernière sur les principes d'un traité contre la pollution de la Méditerranée, après une réunion organisée sous l'égide du Programme pour l'environnement de l'ONU. Le plan adopté prévoit une liste « noire » de produits dont la décharge serait totalement interdite (mercure, PTT et d'autres produits chimiques, produits radio-actifs) et une liste « grise », de produits contingentés sous la responsabilité des gouvernements (cuivre, cobalt, fluor, cyanure, etc.). Les participants ont souligné toutefois l'importance de parvenir à un accord sur la pollution des rivières et des fleuves qui, comme chacun sait, se jettent dans la mer...

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml
- Pkin Information
- La Chine en Construction

Réception du Manifeste pour le Socialisme

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrage des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- Kan Bate lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et le troupe de Belaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)



sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimonia (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie Athanaël (10%)
4, cours Avaricum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Keraumont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
226, rue Duguesclin (3^e)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1^{er})
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
La Licorne rue Froide
- Caen** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nantes** Le Temps des Crises
50, bd de la Madeleine (10%)
- Nice** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Orléans** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1^{er}) (10%)
- Paris** Les joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Hamattan
18, rue des Quatre Vents (6^e) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14^e) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P. - J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5^e)
Reims
Le grand jeu 20 rue Colbert

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5^e)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5^e) (tarif étud.)
Seine Cinéma -
8 rue Frédéric Sauton - Paris 5^e
Cinématographe
44, cours Suchet (2^e)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
La Canut
32, rue Laynaud (1^{er}) (tarif étud.)
- Lyon**

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

Lundi 24 Octobre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'avenir du futur
22 h 55 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Les chemins de Chagall
22 h 50 - Je, sur le pont neuf
23 h 20 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Bluff
22 h 00 - Journal

Mardi 25 octobre

TF 1

18 h 30 - A la bonne heure
18 h 30 - Pour les jeunes
18 h 55 - Le 16 à Kerbriant
19 h 20 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Pile et face
21 h 35 - A la poursuite des étoiles
22 h 25 - Le livre du mois.
23 h 40 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Le 6 juillet
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Alvarez Kelly. Film américain
22 h 15 - Journal et fin



MOZAMBIQUE information



BULLETIN DE LIAISON DU CENTRE D'INFORMATION
SUR LE MOZAMBIQUE. N° 1 - OCTOBRE 1977.
14 RUE NANTEUIL, PARIS XV°



«Après neuf mois d'existence, au retour d'une délégation du Centre, invitée au Mozambique par le FRELIMO, le CENTRE D'INFORMATION SUR LE MOZAMBIQUE a décidé de créer un bulletin de liaison «Mozambique Information» (1) (...)

Le bulletin de liaison servira de lien entre les membres du Centre et les amis du Mozambique et fournira aux organisations et personnes intéressées des perspectives de travail. Il rendra compte des

principaux faits d'actualité en R.P.M., diffusera des informations sur les réalités mozambicaines, publiera des prises de position du FRELIMO et du Gouvernement sur d'importants sujets de politique intérieure et extérieure.

Ainsi, le bulletin fera mieux comprendre la nature de l'expérience mozambicaine, permettra de répondre aux campagnes de presse impérialistes dirigées contre le Mozambi-

que et pourra enrichir le débat dont la RPM et le FRELIMO sont l'objet dans le mouvement anti-impérialiste en France.

Le premier numéro comprend plusieurs articles sur l'actualité du Mozambique, une chronologie des événements du mois d'août, un article sur la création du parti et des organisations de masse, un compte rendu du voyage de la délégation du Centre au Mozambique. La délégation

a réalisé un montage diapositives : tous ceux qui sont intéressés peuvent se mettre en rapport avec le Centre.

Le Comité d'Information Mozambique a créé un centre de documentation qui fonctionne au siège 14 rue de Nanteuil, au heures de permanence (de lundi au vendredi, de 1 heure à 19 heures). Ce bulletin donne la liste de tous les documents qui sont disponibles et qui peuvent être consultés ou photocopiés. Par ailleurs, rappelle la liste des publications du Centre disponibles.

Communiqué

Bannissements, déportations, détentions, emprisonnements, tortures, liquidations de détenus, dissolutions d'organisations, baillonnement de la presse sont les seuls instruments de gouvernement du régime dictatorial de Prétoria.

En baillonnant toute l'opposition à l'Apartheid, le gouvernement Vorster a éliminé de lui-même toute solution pacifique.

Il ne saurait être question pour la France de continuer à entretenir des relations avec un régime qui accule la majorité du peuple Sud-africain à l'insurrection et à la guerre civile.

En conséquence, le mouvement anti-Apartheid campagne anti-Outspan appelle toutes les forces démocratiques françaises à exiger le rappel de l'ambassadeur de France à Prétoria et le départ de l'ambassadeur de l'Afrique du Sud à Paris.

Le Mouvement anti-Apartheid
campagne anti-outspan
Paris le 20 Octobre 1977

(1) La parution de ce bulletin de liaison ne supprime pas l'édition d'autres documents par le Centre, notamment ceux des textes fondamentaux du FRELIMO et du Gouvernement de la République Populaire du Mozambique.

Abonnement à
Mozambique
Information
10 numéros : 30 F.
Soutien : 50 F.



Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

101^e épisode

Quand je rapportais ces propos à Arezki, il disait : « Oui, je sais. » Je lui proposai timidement, un jour, de disposer de moi si je pouvais être utile aux siens.

Il sourit et secoua la tête.

— Pas maintenant. Je penserais et ils penseraient que c'est uniquement pour moi. Et ça ne suffit pas. Même Lucien n'en serait pas capable. Cet Henri, oui, je lui ferais confiance. Mais ton frère... c'est pour moi un autre Mustapha.

Je trouvai injuste et hâtive son opinion sur Lucien. Le lendemain de cette conversation celui-ci fit un éclat. Par les journaux du matin, nous avions appris le bombardement de Sakiet.

A la pause de midi, Lucien était parti aux nouvelles, et, profitant de l'heure de détente, il avait préparé une sorte de motion qu'il lut aux ouvriers rassemblés devant la porte. Elle évoquait les bombes, la mort des enfants, le viol d'un pays, l'extension de la guerre, les souffrances d'un peuple.

Grimpé sur la borne devant l'entrée de l'usine, il harangua ceux qui arrivaient, il sollicita les signatures de tous les ouvriers, leur fit honte de leur passivité, les accusa de complicité, les secoua, les pria, les adjura, en appela à leur honneur, à la solidarité de classe, à leurs sentiments, parla des camarades algériens arrêtés, torturés, de la misère et de la peur des enfants témoins de la guerre.

Un petit groupe l'écoutait. Certains, quand ils avaient compris qu'il ne s'agissait pas de revendiquer pour eux-mêmes, repartaient. D'autres restaient. Parmi ceux qui étaient là, attentifs, un homme l'interpella, alors qu'il concluait, la voix tout enrouée.

— Dis donc, cria-t-il, c'est toi qui nous causes comme ça? Est-ce que c'est pas toi, par hasard, qui as lâché ta femme et ton gosse, comme ça se dit au bureau de l'assistante sociale? Qu'est-ce que tu viens nous faire de la morale?

— Et puis descends, dit le délégué qui avait écouté de loin. Ce n'est pas à toi de faire ça. De quel droit? Qu'est-ce que tu représentes?

Je crus que Lucien allait les frapper.

— Vous êtes tous des dégonflés, cracha-t-il en sautant de la borne. Qu'est-ce que ma vie personnelle vient faire ici?

— Ça fait beaucoup, mon vieux!

Par bonheur, la sonnerie dispersa tout le monde. Lucien, resté le dernier, alluma une cigarette et se dirigea vers l'escalier. Je le rattrapai. J'avais de la peine, j'aurais voulu l'embrasser, j'aurais voulu qu'Anna se trouvât présente pour l'apaiser.

Il se retourna quand je le tirai par la manche.

— On est à la bourre, grogna-t-il.

— Il fallait que quelqu'un le dise. Tu as bien fait.

— On fait bien quand on réussit. Si on n'est pas efficace, on a toujours tort.

Dans le questionnaire rempli le jour de son embauche, Lucien n'avait pas omis de déclarer Marie. Sans doute s'était-il procuré acte de naissance et autres certificats puisqu'Anna percevait, chaque mois, les primes dues à Marie-Louise.

Mais un contrôle avait décelé la fraude.

Convoqué, Lucien jura qu'il envoyait cet argent à sa femme.

Il vint me trouver.

— Tu diras que c'est toi qui l'envoies et que tu as égaré les talons reçus, ou alors que tu l'as simplement glissé dans une enveloppe.

— Crois-tu que Marie-Louise le dira aussi?

— Oui, si je lui écris d'une certaine façon. Et puis, vois-tu Marie-Louise faisant des démarches, portant plainte?

Je ne l'imaginai pas, en effet. Le commissariat, ou la plainte, ou l'avocat, ou le procès en divorce, ça ne dépassait jamais, en fait, les menaces verbales.

— Comment espères-tu t'en sortir?

Il négligea ma question.

à suivre

● Plus de 120 personnes sont mortes mercredi dernier, assassinées par la police, avec une sauvagerie inouïe : les ouvriers du complexe sucrier Aztra, en lutte depuis plusieurs jours, occupaient les lieux. La police les a précipités dans des cuves de sucre en fusion, ou noyés dans le canal proche, sur ordre de la junte militaire.

Cette répression sanglante s'inscrit dans un contexte de crise politique : le triumvirat militaire s'apprête à passer le pouvoir aux civils. Mais derrière ce transfert de pouvoirs s'affrontent des fractions différentes de la classe dominante, incapables de faire face à la montée des luttes populaires. Un processus constitutionnel était engagé, qui devait déboucher sur un référendum prévu entre janvier et mars.

Sans aucun doute, les événements actuels vont influencer ce processus. Après les actes de barbarie commis mercredi dernier, la classe ouvrière équatorienne et le peuple ont entrepris une mobilisation intense à travers tout le pays.

Equateur : massacres dans un climat de crise

Par Hélène VARJAC

L'UNIVERS AZTRA

Dans la province de Guayas, le complexe sucrier Aztra est à lui seul une ville. La raffinerie, qui emploie 1 800 ouvriers en permanence, est située au cœur des cultures de canne à sucre : au total, 9 320 hectares de terres. Environ 5 000 personnes travaillent pour Aztra, des ouvriers agricoles avec leurs familles, en partie saisonniers, souvent doublement exploités car, quand la coupe de la canne est finie, les « macheteros » se transforment en ouvriers de la raffinerie. Pour les patrons d'Aztra, c'est tout bénéfice : le temps de transport de la canne est réduit au minimum et ils peuvent embaucher et débaucher en fonction de leurs besoins. Les ouvriers du complexe Aztra ont une longue expérience de lutte : depuis 1971, il y a eu plusieurs fois des affrontements armés, des barricades, la dernière fois en 74.

UNE EXPLOITATION FÉROCE

Au centre des luttes, la question des salaires : les coupeurs de canne, les « macheteros » sont payés au poids ; mais ce poids est évalué à la raffinerie et non sur les lieux de la coupe : entre temps, la canne perd environ 50 % de son poids. Aujourd'hui, les ouvriers d'Aztra réclament un salaire minimum de 100 « sucres » (monnaie équatorienne) par jour. Le prix du sucre à l'exportation a été augmenté récemment, et plus du quart de la production d'Aztra est destiné à l'exportation. Mais la lutte porte aussi sur les conditions générales de l'emploi, la sécurité sociale pour tous, y compris les travailleurs saisonniers. La lutte d'Aztra a uni en un même mouvement aussi bien les ouvriers de la raffinerie que les ouvriers agricoles, ou les paysans soumis à des conditions d'exploitation très dures. Louant la terre, vendant la canne aux conditions que l'on a vues, ils doivent, en plus, renouveler eux-mêmes les plants de canne quand, au bout de quelques cycles, elle est épuisée.



CONTRE LES « DÉCRETS ANTI-OUVRIERS »

Cette lutte a un impact qui dépasse largement la province de Guayas. D'abord parce qu'en luttant comme ils l'ont fait, les travailleurs d'Aztra se sont opposés aux « décrets anti-ouvriers » promulgués il y a quelque temps par les militaires, et qui limitent le droit de grève et les droits d'organisation de la classe ouvrière. Ensuite, parce que le secteur sucrier est un des secteurs-clés de l'économie équatorienne, un de ceux où l'imbrication entre l'oligarchie et l'appareil d'Etat est particulièrement nette.

L'oligarchie équatorienne regroupe 3 secteurs : les grands propriétaires fonciers, la bourgeoisie compradore et les secteurs financiers.

LE MONOPOLE DE SUCRE

Dans le secteur du sucre, la concentration de la terre est plus grande que pour les autres cultures d'exportation : banane, café, cacao ; 65 % des exploitations dépassent le millier d'hectares. A partir de ces grandes exploitations, quelques noms : Noboa Naranjo, lié à la firme américaine United Fruit Company, Juan X. Marcos, Andrade Ochoa, etc.

L'ÉTAT IMPLIQUÉ

Ce dernier a cédé ses actions à l'Etat au cours d'une tractation

qui s'est révélée particulièrement juteuse pour les deux parties, et notamment pour l'amiral Poveda Burbano, membre du triumvirat militaire, et représentant de l'Etat dans la négociation. Aztra concentre en ses mains tous les jalons du processus, depuis la culture de la canne jusqu'à la commercialisation du sucre, en passant par la raffinerie. C'est donc une colossale entreprise sans laquelle l'Etat équatorien est directement impliqué. Dans la répression sanglante qui s'est abattue, la responsabilité du ministre de l'intérieur et du ministre du travail Salvador Chiri-

caux sont en prison, condamnés à des peines de plusieurs années. Ainsi, l'évolution fascisante du régime s'est accentuée, bien que tous les secteurs de la bourgeoisie ne soient pas d'accord.

LE RÉFÉRENDUM POUR LA CONSTITUTION

Les contradictions se sont manifestées de manière aiguë à propos du référendum sur la Constitution, qui devait avoir lieu dans les prochains mois. Les

plus fascistes du pays, tel le ministère du travail, veulent immédiatement une dictature fasciste et souhaitent faire l'économie d'un référendum constitutionnel. L'oligarchie traditionnelle cherche à se donner un cadre légal, des institutions autorisant la politique de répression. Elle prévoit donc le référendum comme premier test électoral après de longues années sans consultation électorale et à plus long terme « quand les conditions seront réunies » des élections présidentielles. Il y aura bientôt 8 ans qu'il n'y a pas eu d'élections en Equateur. L'oligarchie au pouvoir a mis en place des commissions pour élaborer la nouvelle constitution qui prévoit de supprimer toutes les conquêtes démocratiques les plus élémentaires arrachées par la classe ouvrière.

Le troisième secteur est constitué par la bourgeoisie « desaroliste », c'est-à-dire favorable aux thèses du développement économique du pays sur des bases différentes du développement traditionnel, notamment pour ce qui est des rapports de dépendance avec l'impérialisme américain.

Les révisionnistes équatoriens, qui ont participé à ces commissions gouvernementales, ont approuvé cette Constitution ! Ils ont formé un Front électoral, le FAJ (Frente Amplio de Izquierdas — Front large de gauche) et freinent les luttes tant qu'ils peuvent dans la perspective des élections présidentielles. Mais la lutte des travailleurs d'Aztra et les grandes mobilisations du peuple équatorien contre la répression vont certainement modifier les cartes de la situation.



Le triumvirat de la junte militaire : de gauche à droite, Duran, Leoro, Poveda

roga qui font partie des secteurs fascistes du régime, est particulièrement lourde. Leur démission est exigée par les masses.

LA GREVE DES ENSEIGNANTS

Déjà il y a deux mois, la grève nationale des enseignants avait été très violemment réprimée et la plupart des dirigeants syndi-

militaires sont très largement discrédités auprès des masses en raison de la corruption générale. L'amiral Burbano, par exemple, membre du triumvirat, est compromis dans le trafic de drogue et des promesses non tenues d'indépendance nationale, et de la politique anti-ouvrière qui est menée. Devant cet état de crise, la bourgeoisie équatorienne cherche une solution dans la constitution d'un gouvernement civil. Mais là, 3 tendances s'affrontent : d'un côté, les secteurs les